



RAPPORT d'ACTIVITES

2014

SOMMAIRE

I – LE RESEAU MIGREUROP.....	p. 3
II – LES ACTIVITES 2014 DU RESEAU MIGREUROP.....	p. 3
a. Les missions de terrain	
b. Les publications	
c. Les mobilisations	
d. La mobilisation en Espagne	
e. Les groupes de travail	
III – DYNAMIQUE DE RESEAU.....	p. 12
a. Les rencontres	
b. Participation à des coalitions internationales	
IV – COMMUNICATION.....	p. 17
a. Communiqués de presse	
b. Migreurop dans les médias	
c. Sites, réseaux sociaux, listes de diffusion	
V – MIGREUROP, AMPLIFICATEUR DE PROJETS CULTURELS.....	p. 19
a. L'exposition « Moving Beyond Borders »	
b. Les films et les documentaires soutenus par Migreurop	
c. L'utilisation des cartes de Migreurop dans des contextes artistiques	
VI – LA VIE DU RESEAU.....	p. 21
a. Les instances	
b. L'équipe	
c. Les membres	
d. Les finances	
e. Les soutiens	
ANNEXE 1.....	p. 25
a. Les articles de Migreurop	
b. Migreurop dans les médias	
c. Migreurop Espagne dans les médias	
d. <i>Frontexit</i> dans les médias	
e. <i>Open Access Now</i> dans les medias	
ANNEXE 2.....	p. 32
a. Interventions au nom de Migreurop	
b. Interventions au nom de <i>Frontexit</i>	
c. Interventions au nom d' <i>Open Access Now</i>	

I – LE RESEAU MIGREUROP

Créé en 2002 et constitué en association de droit français depuis 2006, le réseau Migreurop – dont le siège est à Paris (France), est doté d'une structure de coordination très légère. En 2014, il est constitué de quarante-quatre associations d'Afrique, du Moyen Orient et d'Europe et de quarante-neuf membres individuels (voir VI « Les membres »).

A l'origine de sa création, la mobilisation autour du camp de Sangatte, dans le nord de la France, modèle emblématique, entre 1999 et 2002, des politiques destinées à regrouper et à confiner des étrangers dans des lieux en marge, éloignés de la société et échappant au contrôle des institutions démocratiques.

L'enfermement administratif des migrants – les « camps d'étrangers » selon la terminologie de Migreurop – a, pour cette raison, constitué l'un des premiers axes de travail du réseau, qui a mis au point une « [carte des camps d'étrangers en Europe](#) », régulièrement mise à jour depuis 2003, et, en décembre 2013, une « [cartographie dynamique de l'enfermement des étrangers](#) », disponible en ligne.

Plus généralement, le réseau s'est donné pour objectifs « *d'identifier, de faire connaître, de dénoncer et de combattre les dispositifs européens de mise à l'écart des migrants et demandeurs d'asile jugés indésirables* ». Dans ce cadre, Migreurop a été l'un des premiers à populariser le terme d'« externalisation » de la politique d'immigration et d'asile de l'Union européenne (UE), pour souligner les dangers d'un processus qui consiste, sous couvert d'un partenariat inéquitable, à sous-traiter à des pays « tiers » la lutte contre l'immigration irrégulière, voire le traitement de la demande d'asile, et à délocaliser les contrôles migratoires bien en amont de leur matérialisation physique aux frontières européennes.

Contre la détention des étrangers et pour la liberté de circulation

Les principales revendications du réseau Migreurop concernent la suppression des lieux de détention administrative réservés aux migrants¹ et « *un changement radical dans les politiques migratoires afin de rendre possible la liberté d'aller, de venir et de s'installer pour toutes et tous, liberté qui constitue l'indispensable corollaire de la défense des droits des migrants*² ».

Pour convaincre de leur pertinence, Migreurop procède à la sensibilisation de l'opinion et, si possible, des élus nationaux et européens, par la voie de campagnes publiques (voir II « Les mobilisations ») destinées à mettre en évidence l'incompatibilité de certains dispositifs de contrôle migratoire et de surveillance frontalière avec le respect des droits humains des migrants.

Ne bénéficiant du soutien d'aucun fonds public européen – ses principaux bailleurs étant des fondations privées (voir VI « Les finances »), – le réseau Migreurop s'adresse aux institutions européennes et aux gouvernements via ces campagnes, par la diffusion de sa documentation et par voie de communiqués de presse (voir II « Les publications »).

Douze ans après sa création, force est de constater que si Migreurop a contribué à documenter et rendre visible les conséquences des politiques migratoires en termes de violations des droits humains, il n'a pas sensiblement infléchi la tendance lourde d'une gestion étatique des migrations qui fait prévaloir les logiques sécuritaires sur le respect des droits.

II – LES ACTIVITES 2014 DU RESEAU MIGREUROP

La présence sur le terrain via l'implantation locale de ses associations membres et des membres individuels, et l'organisation régulière de missions spécifiques, constituent les principales sources d'informations du réseau sur la réalité et l'actualité des mouvements migratoires et la situation des droits humains aux frontières européennes. Sur cette base, Migreurop s'emploie à décrypter les discours et les programmes institutionnels par la production d'outils didactiques comme l'*Atlas des migrants en Europe*, des rapports réguliers sur la situation des migrants aux frontières de l'Europe ou des notes thématiques sur des sujets comme l'enfermement des migrants, les accords de réadmission ou l'agence européenne Frontex.

¹ Migreurop, [Pour la fermeture des camps d'étrangers en Europe et au-delà](#), 18 juin 2010.

² Migreurop, [Appel solennel pour la liberté de circulation](#), 18 décembre 2013.

Ses publications, dont la plupart sont accessibles en ligne, sont éditées au minimum en deux langues (le français et l'anglais).

a. Les missions de terrain

Depuis 2005, le réseau envoie régulièrement des volontaires sur le terrain, dans le cadre des programmes d'[Echanges et Partenariats](#) (EP)³. Ainsi, ces programmes ont permis le départ de 45 volontaires dans 19 pays d'Afrique (Maghreb, Machreck, Afrique subsaharienne), d'Europe et du Moyen Orient. Les programmes d'EP permettent à Migreurop de créer / renforcer des liens de partenariat avec ses membres et partenaires, collecter de l'information afin d'alimenter les campagnes ou groupes de travail du réseau, faciliter le renouvellement générationnel des militants au sein du réseau.

Dans le cadre de la session 15, du 20 mai au 6 octobre 2014, quatre volontaires sont partis en mission pour Migreurop :

Grèce (Athènes) : Myrsini Paspatis au sein du Greek Council for Refugee sur la question de l'enfermement des étrangers en lien avec le projet *Close the Camps*. Pour plus d'infos sur son travail, voir le [rapport sur les conditions de détention dans la région de l'Attique](#) et la [vidéo](#) réalisée par Myrsini Paspatis.

Italie (Lampedusa) : Marzia Trovato au sein de l'association Askavusa, sur les arrivées à Lampedusa et sur l'opération militaro-humanitaire « *Mare Nostrum* » en lien avec le projet *Watch the Med* et la campagne *Frontexit*.

Sénégal (Dakar) : Lydie Arbogast (membre de Migreurop) au sein de l'association PASCs-DM/PD, membre du comité de pilotage de la campagne *Frontexit*, sur la coopération de l'agence Frontex avec les États africains. Lydie Arbogast est ensuite repartie sur le terrain pour une deuxième mission de 18 semaines. Pour plus d'infos, voir la [vidéo sur Frontex au Sénégal](#) qu'elle a réalisée (en français).

Croatie (Zagreb) : Ela Meh (ancienne volontaire Migreurop en Serbie) au sein de l'association Centre for Peace Studies pour une mission plus "générale" sur la Croatie suite à son adhésion à l'Union européenne. Pour plus d'infos, voir la [fiche pays Croatie](#) (en anglais) et la carte animée « [Croatie, d'anti chambre de l'UE à Etat membre](#) » (en français).

b. Les publications

Frontex entre Grèce et Turquie : la frontière du déni (juin 2014)

A la frontière gréco-turque, l'agence européenne de surveillance des frontières extérieures, Frontex, participe à un dispositif sécuritaire qui empêche de nombreux réfugiés de pouvoir bénéficier de la protection internationale. Ce rapport, réalisé suite à une mission de terrain et de nombreux échanges avec des responsables de l'agence Frontex dans le cadre de la campagne *Frontexit*, souligne les conséquences dramatiques de l'intensification de la surveillance à cette frontière (« push back », non accès à la demande d'asile, violences physiques et verbales, etc.) ainsi que le manque de transparence et le défaut de responsabilité de l'agence. Ce rapport documente également des violations graves des droits humains commises dans ce centre de gravité des opérations Frontex.

Le rapport est disponible en ligne en [français](#), [anglais](#) et [turc](#).

La face cachée de l'enfermement des étrangers.e.s en Europe (octobre 2014)

Livret réalisé dans le cadre de la campagne inter-associative *Open Access Now* afin de faire connaître les réalités de la détention administrative des étrangers au sein de l'Union européenne et des pays voisins, la tendance marquée par le non respect (voire parfois le déni) des droits humains et des libertés fondamentales, le coût – humain et financier – exorbitant de cette privation de liberté dont l'efficacité est largement contestable au regard des objectifs affichés par l'UE et ses États membres, à savoir « aller vers une meilleure gestion des migrations ».

Pédagogique et visuel, ce livret se veut aussi une réponse à la première évaluation de la directive « Retour » publiée en mars 2014 par la Commission européenne et marquée par de nombreuses lacunes

³ Membre d'IPAM (le réseau [Initiative Pour Un Autre Monde](#)), une des associations fondatrices de Migreurop.

voire inepties sur la situation des étrangers enfermés. Ainsi ce livret constitue un outil pour quiconque veut (s')informer, sensibiliser et lutter contre la mise à l'écart des personnes migrantes.

Le livret est disponible en ligne en [français](#) et [anglais](#).

La cartographie dynamique « Close the Camps » (dernière mise à jour, octobre 2014)

Le site [Close the Camps](#) propose une cartographie dynamique et participative de l'enfermement des étrangers en Europe et au-delà, dont l'objectif est de documenter les lieux, formes et conditions de cette privation de liberté, faciliter l'accès aux informations concernant les lieux de détention d'étrangers et le contact avec les personnes détenues, mobiliser toutes celles et ceux qui s'opposent aux mécanismes de détention et d'éloignement des migrants pour défendre leurs droits fondamentaux.

Lancé en décembre 2013 en français et en anglais, le site a été actualisé à deux reprises courant 2014 : le [15 juin](#), à l'occasion de la journée nationale d'action contre l'enfermement en Espagne, une [version espagnole](#) du site a été lancée. Le [15 octobre 2014](#), à l'occasion du lancement du livret et de la mobilisation *Open Access Now* 2014-2015 (voir dessous, « Les mobilisations »), les informations et données présentées ont été mises à jour (de 393 à 408 camps recensés dans la [carte des camps](#) en page d'accueil, de 41 à 45 pays pris en compte dans la [carte des pays](#)).

La chronologie des politiques migratoires (dernière mise à jour, février 2014)

Cette chronologie vise à rendre intelligibles les politiques européennes en matière de migration et d'asile en s'appuyant sur une périodisation où sont mis en vis-à-vis le cadre législatif, les discours des responsables politiques et institutionnels et les réalités. L'objectif est d'illustrer la manière dont la politique de fermeture des frontières de l'Union européenne entraîne des ententes voire des accords entre États où migrant-e-s, réfugié-e-s et personnes déplacées constituent une monnaie d'échange.

La chronologie est mise à jour une à deux fois par an et disponible en ligne en [français](#), [anglais](#), [italien](#) et [espagnol](#).

La publication d'articles

La publication d'articles dans des journaux, des revues associatives ou scientifiques est un autre vecteur de transmission des analyses du réseau.

En 2014, les membres du réseau ont signé une dizaine de papiers, comme l'article « [Aux frontières de l'Europe, 16 000 victimes en vingt ans](#) » de Claire Rodier paru dans « *Mare Monstrum* », supplément spécial du quotidien italien *Il Manifesto* pour les élections européennes, ou la tribune « [Pour mettre fin à l'immigration régulière, la rendre régulière !](#) » d'Olivier Clochard dans le quotidien *L'Humanité*.

Migreurop est également présent dans des médias alternatifs, comme la revue *Multitudes* (« [Naufrage de Lampedusa](#) », par Claire Rodier), ainsi que dans des revues académiques, telles que la *Revue européenne des Migrations internationales* (« [Franchir les dispositifs établis par Frontex. Coopérations policières transfrontalières et refoulements en mer Egée](#) », par Olivier Clochard et Eva Ottavy), mais aussi le [Dictionnaire des acteurs de l'Europe](#), où Migreurop est la seule association à avoir une entrée.

Pour la liste complète des articles publiés par des membres du réseau, voir l'annexe 1 « Les articles de Migreurop ».

c. Les mobilisations

Les campagnes

> *Open Access Now*

La campagne [Open Access Now](#), lancée en octobre 2011 en partenariat avec [Alternatives Européennes](#), est co-coordonnée par l'Anafé (France) et s'appuie, depuis décembre 2012, sur un comité de pilotage (copil) dont font partie : Sos Racismo (Espagne) au nom des membres espagnols du réseau, La Cimade (France), Ciré et LDH (Belgique) et Frontiers Ruwad (Liban). Des personnes ressources, membres du réseau, interviennent également en soutien aux différentes activités mises en place par la campagne.

Open Access Now revendique la fermeture de tous les camps d'étrangers et, tant que ces lieux existent, un accès inconditionnel de la société civile et des journalistes à l'information et aux lieux d'enfermement afin d'y exercer une vigilance citoyenne.

L'année 2013 s'était clôturée, pour *Open Access Now*, avec la rencontre internationale « [L'enfermement des étranger-e-s en Europe et au-delà : quels horizons ?](#) », organisée le 6 décembre 2013 à Paris, en partenariat avec l'[Observatoire de l'enfermement des étrangers](#) (OEE, France). Ainsi, au début de l'année 2014 (11 mars) un [compte-rendu](#) de cette rencontre a été diffusé à l'ensemble des membres de Migreurop et d'Alternative européenne ainsi qu'aux participants à la rencontre.

En parallèle, et tout au long du premier semestre 2014, les membres de la campagne ont travaillé sur le livret « [La face cachée des camps d'étranger.e.s en Europe](#) » (voir ci-dessus « Les publications »). Conçu comme un outil de capitalisation et de transmission des principaux constats et analyses du réseau en matière d'enfermement, cet ouvrage a mobilisé beaucoup d'énergies notamment pour traduire ces propos dans un langage accessible également à des personnes peu ou pas familières de ces questions. De plus, lorsqu'en mars 2014 la Commission européenne (CE) a publié sa communication sur la politique de l'UE en matière de retour avec un regard outrageusement optimiste, il est paru évident qu'il fallait apporter une réponse à ce premier rapport d'évaluation de la directive « Retour » afin de mettre en perspective, grâce à ce livret, nos constats sur les réalités de l'enfermement.

Le livret a été finalisé en juin et envoyé fin juillet – en version numérique – à l'ensemble des membres de la commission LIBE du Parlement européen à l'occasion de la première réunion de la commission suite aux élections européennes, ainsi qu'à d'autres parlementaires intéressés par ces questions (soit plus de cent représentants parmi lesquels des nouveaux élus). A partir de septembre, le livret a également été remis en main propre aux vingt-trois parlementaires – issus des groupes GUE/NGL, S&D, Verts, Alde et PPE, de France, Italie, Grèce, Espagne, Autriche, Slovénie, Suède, Roumanie, Allemagne, Pays-Bas – qui ont accepté de rencontrer des membres de la campagne. Cette prise de contact a permis d'une part, d'inviter les élus à la table-ronde qui a eu lieu mi-octobre au Parlement européen (voir III « Les rencontres »), et d'autre part, de mobiliser ces derniers afin qu'ils réalisent des visites de camps d'enfermement comme leur mandat les y autorise. Le début de la mobilisation 2014/2015 comprenant des visites a d'ailleurs été lancée à l'occasion de cette rencontre du 15 octobre.

Suite à la table-ronde d'octobre 2014, une vingtaine de parlementaires de quatre groupes politiques (GUE/NGL, Verts/Ale, S&D, Alde) et de neuf pays (Allemagne, Autriche, Espagne, France, Grèce, Italie, Royaume-Uni, Slovénie et Suède) ont déposé, en lien avec *Open Access Now*, deux questions écrites à la Commission européenne portant sur deux revendications principales de la campagne, [l'accès de la société civile](#) aux lieux d'enfermement et [l'accès aux informations](#).

Certains de ces élus se sont également engagés sur le terrain, en réalisant des visites de lieux d'enfermement en lien avec les membres et partenaires (notamment la coalition italienne « [LasciateCIEntrare](#) ») de la campagne, des parlementaires nationaux et, dans la mesure du possible, avec des journalistes. Dix-sept visites ont finalement été réalisées entre octobre 2014 et mars 2015, dont neuf – à Barcelone et Algésiras en Espagne, à Catane, Caltanissetta, Ponte Galeria, Bari et Crotone en Italie – courant 2014. Un bilan de ces visites sera diffusé courant 2015, mais les premiers constats montrent qu'il est manifeste que la situation n'a pas évolué depuis la précédente période de mobilisation (avril-juillet 2013) : procédures d'accès opaques pour la société civile, entraves aux entretiens confidentiels avec les détenus, précarités des contacts avec l'extérieur, non-information sur les droits, difficultés notables d'exercice des droits, caractère carcéral des centres, gestion focalisée sur la sécurité et le fichage, privatisation accrue de la gestion des établissements, peur et détresse chez les étrangers détenus, conditions déplorables de détention avec notamment des structures vétustes et insalubres.

A la différence de 2013, cette fois, plusieurs lieux dits « d'accueil » ont également été visités. Le constat est alarmant. Sous prétexte de flux migratoires « mixtes » et prétendus plus importants, les pratiques d'accueil, y compris celles des demandeurs d'asile et autres personnes vulnérables, se font de plus en plus au travers des nouvelles formes de privation de liberté, notamment aux frontières de l'Union.

En 2014, l'accent a également été mis sur l'accès aux informations concernant les systèmes de détention et le fonctionnement des lieux d'enfermement. Ainsi, la carte interactive [Close the Camps](#), mise en place par Migreurop dans le cadre d'*Open Access Now*, a été traduite en [espagnol](#) en juin 2014, et les données affichées sur le site ont été mises à jour à l'occasion du lancement de la mobilisation en octobre. Pour rappel, *Close the Camps* vise à promouvoir l'accès aux informations pour le plus grand nombre de

personnes, en recensant les différents camps et des informations pratiques relatives à ces lieux (pour plus d'informations sur ce projet, voir ci-dessous « Le groupe de travail cartographie »). De plus, dans un courrier du 15 décembre 2014, les membres de la campagne ont attiré l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments problématiques selon nous de son rapport d'évaluation de la directive « Retour », comme les lacunes du travail d'évaluation des conditions de détention. En effet, dans sa communication de mars 2014, la Commission relève, que « *peu de données quantitatives ont été systématiquement collectées au niveau des États membres [...]. Par exemple, des données sur des paramètres de base tels que la durée moyenne de rétention, les motifs de la rétention, le nombre de retours manqués et le recours aux interdictions d'entrée n'étaient disponibles que dans un nombre limité d'États membres. En outre, on note souvent une absence de définitions et d'approches communes concernant la collecte des données, ce qui a une incidence sur la comparabilité de ces données dans l'ensemble de l'UE* » (p. 17). La méthode utilisée par la Commission pour mener à bien son évaluation a également été questionnée du fait de son manque de transparence et de rigueur, et une demande d'accès aux documents – sur la base desquels l'évaluation a été effectuée – a été déposée.

Afin de faire connaître le plus largement possible les réalités de l'enfermement, les membres de la campagne ont également participé à des [manifestations](#), des [émissions radio](#) et des [rencontres publiques](#) (pour la liste des interventions au nom d'Open Access Now, voir annexe 2). De plus, ils se sont fait les porte-voix des migrants détenus et de leurs luttes en relayant et diffusant, par exemple, la [lettre de M. X](#), détenu pendant 19 mois à Corinthe (en Grèce), et les « [capsules de rétention](#) » enregistrées par les bénévoles de La Cimade suite à des visites parloirs au « centre de rétention administrative » (CRA) de Rennes (France), ainsi que les témoignages collectés par les Observatoires citoyens des CRA de [Palaiseau](#) et [Vincennes](#). Parmi les résultats de la collaboration avec ces collectifs militants, il faut noter la parution de la [bande-dessinée « CRA »](#), de Jean-Benoît Meybeck. Paru en juillet 2014, cet ouvrage retrace, tout comme le film documentaire « [Contre les Murs](#) » (2013), la mobilisation du [Cercle des Voisins](#) du CRA de Cornebarrieu à Toulouse, lors de la campagne de visites de 2012 et s'est révélé être un excellent outil d'information et de support pour les débats avec le grand public.

Enfin, dans le cadre des échanges concernant les perspectives d'*Open Access Now*, les membres de la campagne ont mis en avant la nécessité d'œuvrer pour plus de cohérence entre les différents chantiers qui, au sein du réseau, touchent aux thématiques de l'enfermement (*Open Access Now*, *Close the Camps*, le groupe de travail sur les « alternatives à la détention » etc.). La volonté de mettre davantage l'objectif de la fermeture des camps au centre de nos actions pour l'avenir a également été affirmée. Une première étape a été, en novembre 2014, la mise en ligne d'un nouveau site de la campagne, intégré au site de cartographie dynamique de l'enfermement. Ainsi, une [page dédiée](#) du site *Close the Camps* – en trois langues (français, anglais, italien) – donne désormais accès aux [rapports](#) des campagnes de visites parlementaires effectuées jusqu'ici, aux [communiqués](#) de presse et aux [outils](#) finalisés pour l'organisation de visites et l'[engagement](#) autour de ces questions. Une rubrique « [Actualités](#) » est mise à jour chaque mois avec des articles de presse, des appels et rapports associatifs, des témoignages de détenus et de visiteurs etc., pour permettre à chacun de suivre les actions d'*Open Access Now*, ainsi que les autres mobilisations et les mouvements de résistance en cours.

> **Frontexit**

[Frontexit](#) est une campagne inter associative et internationale pour le respect des droits des migrants aux frontières extérieures de l'Union européenne. Lancée en 2013, elle revendique la suppression de l'agence européenne Frontex - chargée depuis 2005 de coordonner la surveillance des frontières extérieures des États membres - du fait de l'incompatibilité de ses activités avec le respect des droits fondamentaux des migrants, au regard des exigences du droit international. La campagne a des revendications intermédiaires, à savoir l'accès à l'information quant aux actions et à la responsabilité de l'agence, et la cessation des violations des droits de l'homme dans le cadre de ses opérations, notamment d'interceptions maritimes et d'expulsions groupées.

Co-coordonnée par Migreurop et le CIRE (Belgique), *Frontexit* s'appuie sur un comité de pilotage composé de 19 associations du Nord et du Sud, membres ou partenaires du réseau : l'ABCDS (Maroc), l'AMDH Maroc, l'AMDH Mauritanie, l'AME (Mali), l'ARACEM (Mali), l'Archi (Italie), La Cimade (France), le CIRE (Belgique), le CNCD 11.11.11 (Belgique), la Fasti (France), le Gadem (Maroc), le Gisti (France), la LDH

Belgique, la FIDH, le REMDH, le Progress Lawyer Network (Belgique), la PASCs-PM/PD (Sénégal) et le GRAMI AC (Cameroun). Des personnes ressources, membres du réseau, interviennent également en soutien de la campagne.

Après s'être essentiellement intéressée aux droits des migrants en mer durant sa première année d'existence, la campagne *Frontexit* s'est centrée en 2014 sur la coopération⁴ entre Frontex et les États non membres de l'Union européenne, en particulier les pays ouest-africains.

Dès lors, les membres de la campagne ont travaillé sur le volet « plaidoyer » auprès des décideurs européens au sujet de cette coopération. Deux notes sur le sujet ont ainsi été réalisées en français et en anglais : [une note courte](#) de quatre pages à destination des parlementaires européens, et une note longue qui répertorie, de manière détaillée, les informations de la campagne sur le sujet.

L'année 2014 a également été marquée par la volonté des membres de poursuivre la collecte d'informations sur l'agence Frontex, notamment via l'envoi annuel de [volontaires](#) « [Echanges & Partenariats](#) » en Europe et au-delà (au Sénégal, en Serbie, et en Italie en Sicile et à Lampedusa), l'envoi de questions aux parlementaires du Comité LIBE, l'envoi de courriers et de questionnaires à l'agence sur la coopération entre Frontex et les États non membres de l'UE (mise en œuvre des accords de travail signés, mise en œuvre de l'opération HERA en Afrique de l'Ouest), et sur la présence de Frontex en Italie (opérations AENEAS, Hermes, Triton, Mare Nostrum, naufrages 2013 et 2014).

En ce qui concerne le volet « plaidoyer », les membres de la campagne ont souhaité rencontrer les groupes politiques du comité LIBE de la nouvelle législature. Pour ce faire, les parlementaires des groupes politiques GUE, socialistes et Verts ont été contactés pour fixer des rendez-vous ou poser des questions à la Commission sur Mare Nostrum, le sauvetage après la fin de cette opération, Frontex et l'opération Triton. Une audition des membres de la campagne *Frontexit* au Parlement européen sur la question de la coopération de l'agence devrait ainsi être prévue en 2015.

En 2014, la campagne *Frontexit* a également identifié comme deuxième priorité de travail la mise en œuvre du [règlement européen établissant les règles en matière d'interceptions maritimes dans le cadre des opérations conjointes de l'agence Frontex](#). Celui-ci pose de sérieuses questions en termes de risques de violations des droits humains. Créé en 2012, le groupe « contentieux » a discuté des faisabilités d'une action en justice sur la mise en œuvre de ce règlement. Pour ce faire, plusieurs membres de la campagne ont travaillé sur deux projets d'argumentaires soulevant les questions de droit liées à ce règlement : une note courte à destination des parlementaires européens, et un document plus conséquent à destination des juristes pour continuer à réfléchir à des pistes contentieuses. Ces documents devraient être finalisés et diffusés courant 2015.

En parallèle, la campagne *Frontexit* a publié dans le courant de l'année 2014 plusieurs documents d'analyse et d'information à destination de la société civile et des décideurs politiques. Ainsi, un bilan de la première année de campagne a été rédigé et présenté à l'occasion d'une conférence de presse à Bruxelles, le 23 mai 2014. La synthèse des informations collectées a confirmé que le mandat de l'agence ne permettait pas de garantir le respect des droits fondamentaux des migrants. Par ailleurs, un rapport sur le déploiement de Frontex à la frontière gréco turque a également été rédigé et présenté suite à la mission conjointe (Migreurop/FIDH/REMDH) réalisée en octobre 2013 sur le terrain.

La campagne a également actualisé les [documents ressources du site Frontexit](#), et mis en ligne la note Frontex en quatre langues⁵ (français, anglais, italien et espagnol). Courant 2014, elle a en outre produit de nouveaux outils de formation à destination de ses membres et partenaires, notamment en développant une extension du manuel de formation portant spécifiquement sur Frontex et la coopération en Afrique (en septembre 2014).

Par ailleurs, des formations au Sud ont été réalisées pour les partenaires de la campagne et leurs membres. Ainsi, le 20 octobre 2014, une journée de formation pour les partenaires du projet *Loujna Tounkaranké* et la plateforme sénégalaise PASCs DM/PD a été organisée à Dakar en lien avec la volontaire

⁴ Notamment via la négociation d'accords dits « techniques » non soumis au contrôle démocratique.

⁵ Il s'agit, par ces « notes », d'expliquer au plus grand nombre les enjeux d'un sujet choisi de manière claire et concise. A ce jour, le réseau a publié les notes suivantes : « [Accords de réadmission : la 'coopération' au service de l'expulsion des migrants](#) », « [Enfermement des migrants : le 'mode de gestion' privilégié des migrations](#) », « [Frontex, le bras armé des politiques migratoires européennes](#) ».

mandatée au Sénégal, Lydie Arbogast. De plus, début novembre 2014, le REMDH a organisé trois jours de formation pour ses membres du Maghreb et du Machrek et pour les associations du sud, membres du comité de pilotage de *Frontexit* à Tunis. Enfin, une formation a été organisée dans le cadre du Forum Social Africain sur la campagne *Frontexit* (Dakar, mi-octobre 2014) avec des associations de la région (voir III « Les formations *Frontexit*). Pour renforcer les capacités des partenaires de la campagne, de nombreuses formations ont également été organisées par les membres de la campagne en France et en Belgique.

d. La mobilisation en Espagne

Ceuta et Melilla ont été, en 2014, au cœur de l'actualité en ce qui concerne les politiques de contrôle de frontières et d'expulsion que le gouvernement espagnol mène avec le financement de l'Union Européenne et en étroite collaboration avec le Maroc. Les événements les plus graves ont eu lieu, à Ceuta, le 6 février 2015 lorsque la Garde civile a employé, sur la plage du Tarajal, du matériel anti-émeute pour empêcher l'accès des migrants par la mer, avec pour résultat la noyade de 15 d'entre eux. 23 autres personnes, qui étaient parvenues à accéder à la plage, ont été expulsées au Maroc, *manu militari*. Graves événements également à Melilla, avec l'expulsion immédiate vers le Maroc de nombreuses personnes qui avaient réussi à franchir les grillages.

Les activités de dénonciation déployées contre ces pratiques ont également eu un écho sans précédent. D'abord, au niveau judiciaire. Des plaintes au pénal ont été déposées, tant pour les morts par noyade à Ceuta, que pour les expulsions depuis Melilla. Ces deux plaintes extrêmement documentées ont été enregistrées par la justice. Puis, au niveau politique, avec de nombreuses interpellations parlementaires et une dénonciation partagée par toutes les forces politiques non présentes au gouvernement.

Les associations espagnoles du réseau Migreurop se sont tout particulièrement mobilisées sur la situation, les violences et les violations des droits aux abords des villes espagnoles de Ceuta et Melilla.

Ainsi, le mouvement associatif a-t-il élaboré divers rapports destinés aux instances européennes et aux Nations Unies, ainsi que des analyses juridiques documentant l'illégalité de la pratique des expulsions immédiates.

Cette mobilisation – menée sous la bannière « Migreurop Espagne » – a été amplement relayée par la presse espagnole, qui dans son immense majorité, a eu un positionnement critique envers la répression pratiquée à l'égard des étrangers, et qui a contribué à délégitimer l'action gouvernementale face à l'opinion publique.

Parmi les articles publiés en 2014 : « [En Europa existe xenofobia institucional](#) » de Claire Rodier dans *21rs*, « [Migreurop exige una solución europea al « drama » de Ceuta y Melilla](#) » dans *Público*, mais aussi le papier « [Estamos en un sistema que organiza la impunidad para hechos como el de Ceuta](#) » dans *Diagonal Global* (pour la liste complète des articles, voir Annexe 1 « Migreurop Espagne dans les médias »).

Tout cela a conduit le gouvernement, qui s'est retrouvé isolé dans cette politique, à modifier la législation sur l'immigration avec une étrange formulation pour tenter de légitimer ladite pratique des expulsions « à chaud ».

e. Les groupes de travail

... qui existaient avant l'Assemblée Générale (AG) de 2013

Accords de réadmission

Les accords de réadmission occupent une place centrale parmi les outils mis en place par les États membres de l'Union européenne en vue de l'externalisation des politiques de gestion des flux migratoires. Migreurop ne cesse de dénoncer les effets induits de ces dispositifs, notamment au regard du respect des droits fondamentaux, et sensibilise la société civile et les parlementaires sur ces questions.

En 2008, un groupe de travail s'est ainsi constitué afin de décrypter ce qui se trouve derrière ces accords, présentés bien souvent comme des textes purement « techniques », alors que les enjeux politiques, voire économiques de leur négociation et leur mise en œuvre sont fondamentaux.

Ces accords, qui existent sous différentes formes (accords, clauses, partenariat, etc.), ne sont qu'une des voies mises au service d'un des objectifs majeurs des politiques européennes : l'expulsion des personnes étrangères considérées comme « indésirables ». D'autres moyens sont également à l'œuvre, et ce, d'une manière plus pernicieuse car présentés comme non coercitifs afin d'assurer des « éloignements fermes mais dignes », à savoir les « retours volontaires ».

Depuis quelques années en effet, l'optique répressive de l'expulsion s'est construite autour d'une contradiction permanente entre d'un côté, la volonté de renforcer l'efficacité des procédures d'éloignement, et de l'autre la nécessité affichée de préserver les droits des personnes visées par ces mesures. Ainsi, il nous a semblé indispensable d'analyser ce qu'est la « politique de retour » dite « volontaire ». Si ces mesures sont appliquées de manière différente selon les États membres, dans l'ensemble des pays de l'Union les discours officiels présentent ce dispositif comme une « alternative » à l'enfermement. Cela revient à voir le dispositif du « retour volontaire » comme un des moyens visant à favoriser l'éloignement des étrangers.

C'est la raison pour laquelle un premier travail de collecte d'informations sur la mise en place de ces « retours » dans les pays de départ et d'arrivée a été réalisé. La France, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne ont été choisis comme pays de départ et la Roumanie, la Bosnie, l'Équateur, la Géorgie comme pays dits « de retour » (voir le [document de travail](#), 129 pages). Ce choix a été guidé en fonction de l'expérience – ancienne pour les uns, bien plus récente pour les autres – dans les pratiques relatives à ce type d'expulsion des étrangers indésirables. Par ailleurs, ce groupe de travail ne pouvait pas faire l'économie d'une interrogation sur le rôle joué par des institutions soit nationales – telles l'OFII en France, organisme qui a la charge de la gestion de ces programmes –, soit internationales comme l'OIM qui a une expérience bien ancrée en la matière.

Les résultats de ce travail nous ont démontré que les « retours volontaires », bien qu'anciens dans certains pays, restent assez méconnus, voire inconnus de la société civile. Pour cela, une journée inter-associative d'étude a été organisée à Paris le 4 juillet (voir ci-dessous, III « Les rencontres »).

Cartographie

Au cours de l'année 2014, Migreurop a continué à élaborer différentes cartes pour une meilleure compréhension et analyse des politiques migratoires européennes. Si ces documents résument l'information des différents thèmes abordés, ils sont un support utile pour communiquer auprès du grand public et lors des différentes interventions que les membres du réseau effectuent.

Concernant l'enfermement des migrants, différentes cartes ont été réalisées pour la préparation du livret « La face cachée des camps d'étranger.e.s en Europe » : [Durée maximale de détention des étrangers à l'UE](#) ; [Privatisation progressive de gestion des camps](#) (pour ces deux cartes, des versions « animées » ont été réalisées mais n'ont pas encore sur le site *Close the Camps*) ; [Criminalisation de l'immigration](#). De nouvelles versions de cartes déjà réalisées ont aussi été effectuées pour le livret : [Les principaux lieux de détention](#) ; [Euphémismes des camps en Europe](#). Sur le site, ont été mise en ligne une première carte animée réalisée par Nicolas Lambert et intitulée « [L'Europe des camps' tisse sa toile](#) » et des [cartes](#) exposées en octobre 2013 lors de la rencontre Anti-Atlas des frontières à Aix-en-Provence (France).

Concernant les contrôles aux frontières extérieures de l'UE et les conséquences de cette surveillance sur les parcours des migrants, Nicolas Lambert a réalisé une mise à jour de la [carte des migrants morts aux frontières de l'Union européenne](#). La carte des expulsions groupées (charters) de l'agence Frontex a été mise à jour (non encore mise en ligne).

Nicolas Lambert et Olivier Clochard sont allés présenter le vendredi 12 décembre 2014 les travaux du groupe « cartographie » de Migreurop dans le cadre du séminaire de cartographie « Granit » à la maison des Suds à l'Université de Bordeaux. Durant cette journée intitulée « [De l'usage contestataire des cartes](#) », la matinée a été consacrée à une présentation des données de l'enfermement et des usages de la cartographie visant à analyser et dénoncer les méfaits des politiques migratoires européennes. Le fichier de la présentation est disponible à cette [adresse](#).

En 2014, le groupe cartographie s'est réuni à trois reprises (au CICP et par skype pour celles et ceux qui ne pouvaient être présents physiquement) pour réfléchir à la structure du site pour l'accueil de cartes

dynamiques en 2015. Au cours de ces rencontres, il a également été décidé quels seraient les critères qui devraient être privilégiés pour la base de données sur les camps (associations présentes dans les camps ou ayant une bonne connaissance des lieux, accès des journalistes aux lieux d'enfermement, personnes relevant du règlement européen Dublin III, etc.) afin d'élaborer de nouvelles représentations cartographiques.

Lors de ces réunions, a été également actée pour l'année 2015 la nécessité de mettre en place des journées de formation pour l'ensemble des membres du groupe dont le nombre de membres a augmenté au cours de l'année 2014, il est actuellement de 19. Une partie de ces journées pourrait être également ouverte aux autres membres de Migreurop et des associations partenaires du réseau.

Liberté de circulation

Dès sa création, le réseau Migreurop s'est donné comme objectif de documenter et de dénoncer les violations des droits humains entraînées par les politiques européennes de lutte contre la migration irrégulière. Ceci a mené à constater l'incompatibilité fondamentale entre ces politiques et le respect des droits. De manière plus ou moins indépendante les unes des autres, des organisations membres telles que la Fasti, le Gisti, La Cimade, le Ciré, le CNCD-11.11.11 et la LDH Belgique se sont emparées de cette question et ont commencé à explorer l'idée de la liberté de circulation.

En 2013, le Conseil d'administration de Migreurop a pris la décision de s'intéresser au thème de la liberté de circulation. Pour alimenter le débat et les échanges entre les membres du réseau, les organisations citées plus haut ont constitué un groupe de travail et ont instauré entre elles une liste de diffusion. L'objectif était de rédiger collectivement un projet de positionnement de Migreurop relatif à la liberté de circulation. Sur la base de ce dernier, le réseau a donc pris – lors de l'Assemblée Générale de décembre 2013 – [position pour la liberté de circulation](#), considérant que les entraves à la libre circulation sont fondamentalement contraires aux droits humains au principe d'égalité. A cette occasion, les membres du réseau ont également acté la mise en place d'un groupe de travail au sein de Migreurop. En 2014, ce groupe a soutenu l'organisation du séminaire « Penser la liberté de circulation » qui a eu lieu à Bruxelles les 11 et 12 décembre 2014 (voir III « Les rencontres auxquelles le réseau a participé »).

...Et ceux mis en place après l'AG 2013

Chronologie

L'objectif visé par la mise en place de ce groupe de travail: dans un premier temps, socialiser le travail et la sélection des informations et dépêches lors des mises à jour régulières de la chronologie, porté jusqu'ici par Alain Morice, membre individuel de Migreurop; des membres du groupe de travail assurent en outre la traduction de la version originale en français dans les langues anglaise, espagnole et italienne, également disponibles sur le site migreurop.org. Ensuite, réfléchir à la mise en place d'une version interactive de cet outil, aujourd'hui un tableau de 41 pages, pour le rendre plus lisible et maniable. Depuis, neuf membres – individuels et associatifs – du réseau ont accepté de faire partie de ce groupe et contribué, via une liste e-mail dédiée, à sa dernière mise à jour, en février 2014. La réflexion autour de la numérisation de la chronologie devrait être entamée, au sein du groupe et en lien avec des professionnels (développeurs, graphistes), courant 2015 et durer environ un an. A ce stade, des logiciels libres permettant de réaliser des versions « test » de chronologie interactive ont été identifiés afin de faciliter ce processus de conception.

Alternatives à la détention

La directive 2008/115/CE (directive « retour ») prévoit que la détention administrative ne soit qu'une mesure de dernier ressort. Suite à son adoption, les États membres ont, donc, amendé leurs législations afin que des alternatives soient possibles et encouragées. En parallèle, des institutions, comme la Commission européenne (CE), ainsi que des organisations internationales, comme le UNHCR, et des organisations de la société civile, comme celles qui composent l'International Detention Coalition, ont commencé à promouvoir le recours aux « alternatives à la détention ». Si ces mesures sont souvent

présentées comme un moyen d'éviter l'enfermement pour des situations inappropriées (familles, demandeurs d'asile...) ou de réaliser des économies substantielles dans les procédures d'éloignement, il n'existe pas, à l'échelle européenne, de recensement officiel des alternatives existantes, d'analyse de leur coût et de leur efficacité ou de leur compatibilité avec le respect des droits humains.

Dans ce cadre, un atelier sur le sujet a été organisé, le 6 décembre 2013, en lien avec l'Observatoire de l'Enfermement des Etrangers (OEE, France) et dans le cadre de la rencontre internationale « L'enfermement des étranger-e-s en Europe et au-delà : quels horizons ? ». Le lendemain, les membres de Migreurop, réunis en Assemblée Générale, ont décidé de mettre en place un groupe de travail pour contribuer à lever les ambiguïtés qui entourent cette notion, s'interroger sur la valeur ajoutée des « alternatives à la détention » et sur les risques liés à l'implication des ONG dans la mise en œuvre de ces dispositifs.

Depuis, Anna Sibley (Fasti) et Bénédicte Michalon (chercheuse au CNRS) ont accepté de se charger de constituer et coordonner ce groupe de travail, identifié des pays auxquels il serait important de s'intéresser en priorité. Une grille pour la collecte d'informations a été établie afin que les membres du réseau participent à cet effort de décryptage. Après envoi du questionnaire, le travail de collecte est en cours.

III – DYNAMIQUE DE RESEAU

La double composante du réseau Migreurop, composé de membres individuels et associatifs, lui permet de pénétrer tant les milieux activistes que le monde académique. C'est par l'organisation et la participation à des rencontres militantes qu'il sensibilise les premiers à ses thématiques, tandis que ses membres interviennent régulièrement dans des colloques ou séminaires scientifiques pour échanger et expliquer les idées défendues par Migreurop. Pour la liste complète des interventions faites en 2014 au nom de Migreurop ou des campagnes *Frontexit* et *Open Access Now*, voir l'annexe 2.

a. Les rencontres

... organisées par le réseau et ses membres

23/05/2014 Conférence de presse « Frontex : La mise en œuvre de la politique migratoire irresponsable de l'UE », Residence Palace, Bruxelles

Dans le cadre de la campagne *Frontexit*, une conférence de presse a été organisée le 23 mai 2014 à Bruxelles afin de présenter le rapport de mission « Frontex entre Grèce et Turquie : la frontière du déni » (voir II « Les publications »). A cette occasion, un bilan de la première année de mobilisation a également été dressé sur la base d'un document qui reprend l'ensemble des sujets d'étude de la campagne (accords de travail, analyse de risque, interceptions maritimes, vols conjoints de retours forcés, etc.) et des revendications à destination de différents décideurs. Ce document est disponible en ligne [en français](#) et [en anglais](#).

Quarante-six personnes ont participé à la conférence de presse, dont des journalistes de l'agence Belga, Radio France Internationale (RFI) et la Libre Belgique. Pour la couverture médiatique de l'évènement, merci de bien vouloir consulter la revue de presse en annexe.

04/07/2014 Journée inter-associative d'étude sur les « retours volontaires », CICP, Paris

Le groupe de travail « réadmission » de Migreurop est à l'initiative d'une première journée de réflexion inter-associative sur les « retours volontaires » visant à rassembler des personnes qui, par leur travail, leurs recherches ou leur activité militante, ont une expérience autour du sujet et peuvent contribuer à une analyse critique de cette politique. Cette journée a eu lieu le 4 juillet 2014, à Paris au Centre international de culture populaire (CICP) et a réuni une quarantaine de personnes de divers horizons : de nombreux membres associatifs originaires de six pays (Belgique, Bosnie, Espagne, France, Italie, Liban), des représentants de réseaux internationaux (Alternatives européennes et REMDH), des étudiants et des chercheurs.

La rencontre a été organisée en trois temps :

- Une table ronde pour présenter les pratiques du retour volontaire propres à différents pays et les points de vue des associations, organisations internationales et institutions impliquées dans leur mise en œuvre.
- Une présentation de l'émergence et de l'évolution historique du retour volontaire.
- Un débat sur le retour volontaire, ses enjeux politiques, sociaux et humanitaires ainsi que les questionnements qui émergent sur le rôle des associations dans celui-ci.

Pour plus d'informations, voir le [programme](#) de la journée.

Un [compte-rendu](#) a été réalisé et publié sur le site de Migreurop, avec un résumé des interventions et les conclusions qui ont pu être tirées à la fois des différentes présentations de la journée et du débat qui s'en est suivi. Un des premiers constats qui s'est posé à l'issue de cette rencontre est le positionnement différencié du monde associatif sur cette question, voire du public en général, pour qui le « retour volontaire » peut être perçu, sinon comme positif, tout au moins préférable à l'éloignement « *manu militari* ».

Cela a donc incité les membres du groupe à prolonger la réflexion, qui se traduira, dans un premier temps, par la publication d'une « Note » de Migreurop, prévue en juin 2015.

Le groupe souhaite également, courant 2015, collecter des informations supplémentaires sur d'autres pays, voire actualiser les informations jusque-là recueillies, afin d'analyser la place que ces « retours » occupent dans le cadre de la politique européenne d'expulsion, au regard de l'application des principes prévus par la directive « retour ».

15/10/2014 Table-ronde « Rétention des migrants en Europe : où en est-on ? », Parlement européen, Bruxelles

Dans le cadre de la campagne *Open Access Now*, une table-ronde a été organisée le 15 octobre au Parlement européen, sous le patronage de l'eurodéputée Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL, France). La rencontre – qui visait en particulier à sensibiliser les nouveaux élus et les membres des commissions LIBE et DROI – avait pour objectif de présenter la campagne, le livret « La face cachée des camps d'étranger.e.s en Europe » (voir II « Les publications ») et le bilan des réalités de l'enfermement dressé dans cet ouvrage. La deuxième partie de la rencontre portait spécifiquement sur l'accès et, notamment la complémentarité entre l'accès que les membres de la campagne revendiquent pour la société civile et les médias et le pouvoir de contrôle dont les parlementaires disposent. Les visites conjointes de lieux d'enfermement et d'autres propositions d'actions communes (notamment l'interpellation de la Commission européenne à travers des questions parlementaires) à mener lors de la mobilisation *Open Access Now* 2014-2015 (voir II « Les campagnes »), ont d'ailleurs conclu cette rencontre.

Dix-neuf personnes ont participé à cette table-ronde. Parmi eux, des parlementaires, assistants et conseillers des groupes politiques GUE/NGL, Verts, S&D, ALDE et PPE de huit pays (France, Pays-Bas, Autriche, Espagne, Suède, Bulgarie, Allemagne, République Tchèque).

Les formations Frontexit

Si le règlement et les opérations de l'agence Frontex posent de nombreuses questions, ils demeurent un sujet largement méconnu au sein de l'opinion publique, de la société civile. Cette situation est apparue aux membres de la campagne *Frontexit* comme un préalable pour une mobilisation efficace sur ce sujet. Ainsi, un module de formation a été réalisé courant 2013 par La Cimade. Depuis, les membres de *Frontexit*, en France, mais aussi en Belgique, se sont appropriés cet outil et organisent régulièrement des formations, adressées à leurs militants locaux, à des représentants d'autres associations ou encore à des étudiants.

En 2014 une quinzaine de formations ont été organisées et/ou animées par La Cimade, La Fasti et le CNCD 11.11.11 pour un total de presque 400 participants.

De plus, en 2014, le kit de formation a été complété par un module portant spécifiquement sur Frontex et la coopération en Afrique. Cette extension a servi de base pour trois formations en Afrique : la première le 17 octobre dans le cadre du Forum Social Africain (FSA), la deuxième le 20 octobre à Dakar, dans le cadre du projet *Loujna Tounkaranké* et la troisième organisée par le REMDH du 30 octobre au 2 novembre, à

Tunis. Plus de soixante personnes – originaires d’Algérie, de Lybie, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, du Nigeria et du Sénégal – y ont participé et élaboré des pistes d’actions sur les volets sensibilisation et plaidoyer de la campagne.

Pour la liste complète des formations *Frontexit*, voir l’annexe 2 (« Interventions au nom de *Frontexit* »).

... auxquelles le réseau a participé

01-05/10/2014 Festival des cultures Méditerranéennes « Sabir », Lampedusa

Dans le cadre du Festival « Sabir » – promu par l’Arci, la mairie de Lampedusa et le « [Comitato 3 Ottobre](#) » – l’Arci, Migreurop et le REMDH ont organisé, le 4 octobre, un atelier sur « Frontières et premier accueil » avec la présence de quatre-vingt-dix personnes – praticiens du droit, assistants sociaux, membres associatifs, militants, représentants d’institutions locales, parlementaires européens, étudiants – originaires de quatorze Pays d’Europe, d’Afrique et du Moyen-Orient (Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Lybie, Maroc, Mauritanie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Syrie, Tunisie, Turquie).

L’atelier a débuté par une introduction sur la situation aux frontières méditerranéennes de l’UE, les processus d’externalisation des mécanismes de contrôle et leurs conséquences, ainsi que la politique de (non)accueil des migrants et des réfugiés dans les pays d’arrivée. Des présentations avec des exemples concrets ont permis d’expliquer les violations des droits de l’homme qui résultent des contrôles établis aux frontières externes et internes de l’UE. Les conséquences des politiques migratoires de l’UE sur les pays dits tiers et les conditions inhumaines que vivent de nombreux migrants à proximité des frontières du Maroc et de l’Espagne, de la Turquie et la Grèce, l’Italie et la Libye, ainsi qu’au sud de la Tunisie – région frontalière avec la Libye – ont également été mises en exergue.

La deuxième partie de l’atelier a été consacrée à la discussion de propositions visant, d’une part, à lutter contre le paradigme actuel de la politique européenne d’immigration et d’asile, d’autre part, à proposer des mesures concrètes pour une gestion des frontières et de l’accueil respectueuse des droits de l’Homme. A ce débat sont également intervenues les parlementaires européennes Barbara Spinelli (GUE, Italie), Ska Keller (Verts, Allemagne) et Kati Piri (S&D, Pays-Bas).

22-24/10/2014 Colloque international « Un paysage global de camps », École des Hautes Études en Sciences Sociales/Cité de l’architecture & du patrimoine, Paris

Ce colloque visait à dépasser la représentation des camps comme des espaces figés, en envisageant leur évolution dans des temporalités souvent longues. Les processus sociaux, urbains et politiques dont ils sont tour à tour révélateurs et moteurs nous disent quelque chose sur le monde. Grâce à un dialogue entre les chercheurs ayant participé à l’ouvrage « Un paysage global de camps », dirigé par Michel Agier (éd. La découverte), et les universitaires reconnus dans le domaine des migrations internationales, il s’agissait d’interroger les formes de gouvernance et/ou de transformations sociales, spatiales ou culturelles impliquées par la diffusion du modèle de l’*encampement* à l’échelle mondiale, sous les regards et les actions croisés des instances administratives, militaires ou policières, des organisations humanitaires et des personnes regroupées dans ces espaces.

Au-delà de Michel Agier, à l’origine de cette initiative, plusieurs membres du réseau ont contribué à l’ouvrage et/ou sont intervenus lors du colloque : Olivier Clochard, Claire Rodier, Sara Prestianni, David Lagarde, Louise Tassin, Alain Morice.

Pour plus d’informations, voir le [programme](#) du colloque. Il est également possible de visionner en ligne l’ensemble des [interventions](#).

05-08/12/2014 Forum Social Mondial Migrations (FSMM), Johannesburg (Afrique du Sud)

La dimension migratoire occupe une part croissante dans les préoccupations du mouvement social et constitue pour Migreurop, qui participe aux forums sociaux depuis sa création, un terrain fertile non seulement pour diffuser des informations mais aussi pour multiplier les relais et les contacts dans les pays d’émigration, notamment au Maghreb et en Afrique subsaharienne.

Dans le cadre du 6^{ème} FSMM, le premier en Afrique, Migreurop a participé – via l'AMDH Mauritanie – à l'atelier « La liberté de mouvement et d'établissement est possible ! », organisé par le réseau Des Ponts Pas Des Murs (DPPDM).

Cet atelier visait à identifier, en se basant sur les exemples de liberté de mouvement et d'établissement déjà existants à l'échelle régionale en Amérique du Sud, en Afrique de l'Ouest et dans le continent indien, des arguments et des initiatives sur lesquels nos luttes pour le respect de la mobilité de tous pourraient s'appuyer.

Pour plus d'informations, voir l'édition spéciale de la [newsletter](#) de DPPDM sur le FSMM et le [compte-rendu](#) des ateliers.

11-12/12/2014 Séminaire international « [Penser la liberté de circulation](#) », Parlement européen, Bruxelles

Les 11 et 12 décembre 2014, le Ciré, le CNCD-11.11.11, le Gisti, la Fasti, Emmaüs International et la Cimade ont organisé un séminaire relatif à la liberté de circulation. Cette rencontre, regroupant près de cent-soixante personnes venant de divers pays et horizons, a permis de développer une réflexion en quatre temps.

Premier temps : quelles sont les conséquences de la distinction entre migration régulière et migration irrégulière, notamment en termes de droits humains ? Quelle est la fonction ou quelle est la motivation latente, non manifeste, de cette distinction ? Une des conclusions est que la cause première du non-respect des droits les plus élémentaires des migrants réside précisément dans cette distinction entre migration régulière et migration dite irrégulière. Cette distinction joue un rôle dans la gestion néolibérale et policière du monde.

Deuxième temps : peut-on, pour autant, accepter, l'idée selon laquelle cette distinction serait indispensable, ou au moins utile, à la protection des droits, notamment sociaux et économiques, des populations des pays d'immigration ? Selon plusieurs organisations présentes, cette idée est non seulement éthiquement contestable, mais aussi *de facto* fautive. La réponse à la question des droits sociaux et économiques – au sein des sociétés d'immigration – ne passe en rien, au contraire, par une politique migratoire restrictive.

Troisième temps : le constat établi juste avant implique d'en explorer les alternatives, c'est-à-dire la liberté de circulation, de séjour et d'établissement assortie de l'égalité des droits. Quel est le sens et quelles sont les implications de cette liberté ? Des discussions et des échanges, il ressort que cette hypothèse est un scénario digne d'être exploré, précisé et défendu.

Quatrième temps : peut-on s'arrêter là ? Ne faut-il pas dépasser le cadre strictement migratoire et questionner aussi les choix politiques fondamentaux relatifs à la manière dont l'économie est organisée ? Ne faut-il pas, de même, critiquer la politique migratoire actuelle et notamment le discours porté sur les migrants et les migrations en tant que facteur de renforcement de ces choix ?

Le séminaire a posé un nouveau jalon dans un processus de réflexion et d'exploration visant à centrer la politique migratoire sur la liberté et l'égalité, et à appréhender cette réforme comme un élément constitutif d'un changement sociétal plus ample.

Le Forum Social Mondial de Tunis en mars 2015 sera l'occasion de poursuivre ce processus.

b. Participation à des coalitions internationales

Boats4People

Migreurop est un des fondateurs de la coalition internationale d'ONG et de réseaux d'activistes Boats for People (B4P) qui a été créée en 2011 pour attirer l'attention de l'opinion sur les violations du droit de la mer et du droit d'asile lors des opérations de surveillance des frontières maritimes par les États du sud et du nord de la Méditerranée. En juillet 2012, B4P a affrété un bateau de la solidarité afin d'exercer un droit de regard citoyen dans cette zone ; le bateau, parti de la côte italienne près de Florence est allé à Palerme, puis à Monastir en Tunisie, et enfin à Lampedusa, île qui a connu et connaît encore nombre de naufrages de bateaux de migrants.

> Le film

Dès la préparation de la traversée, la nécessité de filmer cette action est apparue évidente. La coalition a fait appel à Nathalie Loubeyre, réalisatrice, et Joël Labat, caméraman, qui ont participé à toutes les étapes du voyage de B4P.

Tout au long de l'année 2013 et du premier semestre 2014, un groupe de travail – constitué de membres du Gisti, de Migreurop et de la Fasti – a accompagné Nathalie Loubeyre dans la réalisation du film « [A contre-courant](#) ». Les contacts établis avec Pays des Miroirs et Tell me Films, les coproducteurs du film, ont permis d'établir de très bonnes conditions de la diffusion du DVD : gratuite pour les associations associées au projet et promotionnelle pour les autres. Dans les pays du Maghreb, la distribution du film est gérée par le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES), membre de Migreurop et de B4P.

Le film a été distribué en avant-première à l'occasion du Forum Social Maghreb Machrek des migrations qui s'est tenu à Monastir (Tunisie) du 18 au 20 avril 2014. Suite à la sortie officielle du DVD en France le 26 avril 2014, une projection-débat s'est tenue le 19 juin au Cinéma le Nouveau Latina (Paris) dans le cadre du [Festival International du Film des Droits de l'Homme](#) et à la présence de près de 100 personnes. « A contre-courant » a également été sélectionné dans la programmation des festivals « Lampedusa InFestival », organisé par Askavusa en septembre 2014, et Migrant'scène, organisé par La Cimade en novembre de la même année. D'autres projections ont été organisées dans différentes villes de France (Verdun, Lille, Fécamp...) mais aussi en Sicile, au Maroc et en Tunisie.

Au fil de ces événements, s'est confirmé le fait que ce film – sous-titré en français, anglais, italien, arabe et allemand – est un excellent support de débat, favorisant l'émergence de questions et commentaires sur les morts en mer, le droit de la mer, les politiques migratoires européennes, Frontex, les opérations Mare Nostrum et Triton, les motivations des migrants à venir en Europe, mais également sur le rôle des citoyens face à cette hécatombe humaine.

> La plainte

2014 est également l'année où l'une des plaintes introduites autour du cas du « bateau cercueil » (« left-to-die boat ») a finalement abouti sur l'ouverture d'une enquête.

Pour rappel, le 14 juin 2013, le réseau Migreurop avec d'autres associations – le Gisti (France), la LDH France et la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) – en lien avec B4P, ont déposé une plainte contre X en France, au côté des quelques survivants d'un naufrage survenu au large des côtes libyennes en mars 2011, au moment des opérations militaires menées en Libye, qui avait fait 63 victimes. Sans engager la moindre investigation, le juge d'instruction avait prononcé, le 6 décembre 2013, un non-lieu *ab initio*, en reprenant à son compte les affirmations de l'état-major selon lesquelles aucun bâtiment français n'était présent sur cette zone. Le Gisti a fait appel de cette décision et, le 26 juin 2014, la Cour d'Appel de Paris a infirmé la décision du juge d'instruction. La Cour a en effet estimé qu'une information judiciaire devait être ouverte et menée à son terme (voir le communiqué de presse « [63 migrants morts en Méditerranée : l'armée française devra finalement s'expliquer](#) »).

Des plaintes similaires, ou des « demandes d'information », ont été déposées dans 6 pays (Espagne, Belgique, Italie, Royaume-Uni, Canada et USA) : ces procédures ont peu ou pas progressé au cours de l'année 2014. Au moment de l'important naufrage d'octobre 2014 près de Lampedusa, la décision a été prise d'organiser au printemps 2015 un événement anniversaire du naufrage, avec l'objectif de dénoncer publiquement le fait que les responsabilités des États dans ce naufrage, à l'instar de bien d'autres, restent impunies.

Watch the Med

[Watch the Med](#) (WtM) est une plate-forme de cartographie en ligne visant à documenter les morts en mer et les violations des droits des migrants aux frontières maritimes de l'UE. Le projet date de 2012, lorsque Charles Heller et Lorenzo Pezzani, chercheurs au laboratoire de *Forensic Oceanography* de l'Université *Goldsmith* de Londres, ont, à l'initiative de B4P, soutenu le travail de la plainte à propos du « bateau cercueil » en élaborant en tant qu'experts indépendants un [rapport](#) précis sur la dérive du bateau qui a été

annexé aux plaintes.

Depuis, WtM cartographie les dispositifs de contrôle opérationnels en Méditerranée centrale et suit des cas de naufrages, morts ou violations des droits des migrants en mer, en s'appuyant sur un large réseau d'associations, d'activistes et de chercheurs pour la collecte d'informations et témoignages. Ces rapports, qui documentent la réalité des frontières maritimes de l'Europe, sont à la disposition de toute organisation ou personne engagée dans la défense des droits des migrants en mer, par des actions de sensibilisation, contentieuses, de plaidoyer etc.

En octobre 2014, un [système d'alarme alternatif](#) (Alarm Phone) a été lancé à l'initiative de militants participant au projet Watch-the-Med. Il s'agit d'une permanence téléphonique (+ 334 86 51 71 61), assurée 24h/24 et 7 jours sur 7 par un réseau multilingue de militants défenseurs des droits de l'Homme. Le but de l'Alarm Phone n'est pas d'intervenir directement pour porter secours aux migrants en détresse en mer, mais de contrôler le déroulement des opérations de secours et, lorsque c'est nécessaire, de faire pression, par tous moyens, sur les autorités pour les obliger à agir.

Les nombreuses données recueillies au travers de cette permanence contribuent de façon importante à nourrir la plate-forme Watch-the-Med.

Migreurop soutient ce projet via l'implication d'une membre du Gisti, au nom de B4P, dans le comité éditorial de WtM (entretien et mise à jour du site, amélioration de la présentation des contenus, définition du programme de travail et des critères de choix des cas à suivre et du type d'information à rassembler) ; via le suivi conjoint, dans le cadre de la campagne Frontexit, des naufrages et des interceptions maritimes où la présence de l'agence Frontex est avérée ; ainsi que via l'envoi de volontaires sur le terrain (voir II « Les missions de terrain »).

IV – COMMUNICATION

a. Communiqués de presse

En 2014 Migreurop a publié vingt-deux communiqués de presse. Ces communiqués sont présentés ci-dessous par ordre chronologique. Suite à la date et au titre, un code permet d'identifier les communiqués de presse conjoint signés par le réseau, ceux diffusés dans le cadre des campagnes *Frontexit* et *Open Access Now* ou par la coalition *Boats4People* ou encore les communiqués se référant, en particulier, à la situation aux frontières de Ceuta et Melilla.

13/01/2014 [Mort d'un jeune Guinéen dans le Port de Marseille : l'Anafé, Migreurop et Boats 4 People demandent une enquête](#) (*conjoint*)

07/02/2014 [Migreurop exige la création d'une commission parlementaire sur les pratiques policières de contrôle des frontières à Ceuta et Melilla](#) (*Espagne*)

10/02/2014 [Migreurop exige du Ministère de l'Intérieur espagnol des explications claires et complètes ainsi qu'une prise de responsabilités politiques](#) (*Espagne*)

25/02/2014 [Parlement européen : votez contre l'accord de réadmission UE/Turquie !](#) (*conjoint*)

25/02/2014 [L'UE doit suspendre tout accord d'expulsion de migrant.e.s avec l'Ukraine.](#)

26/02/2014 [Les associations espagnoles de Migreurop se constituent partie civile quant aux évènements de Ceuta](#) (*Espagne*)

17/03/2014 [Partenariat de Mobilité entre la Tunisie et l'UE : l'externalisation des frontières européennes à marche forcée](#) (*conjoint*)

08/04/2014 [4ème sommet UE-Afrique - Politiques migratoires UE-Afrique : l'aveuglement mortel des chefs d'États](#)

14/04/2014 [Règlement sur la surveillance maritime par Frontex : des vies en jeu aux frontières de l'Europe](#) (*Frontexit*)

22/05/2014 [Frontex: La mise en œuvre de la politique migratoire irresponsable de l'UE](#) (*Frontexit*)

13/06/2014 [Closethecamp.org, une cartographie pour dénoncer l'enfermement des étrangers en Europe et au-delà](#) (*Open Access Now*)

16/06/2014 [A contre-courant. Projection-débat jeudi 19 juin 2014 à Paris](#) (Boats4People)
 20/06/2014 [« Frontex entre Grèce et Turquie : la frontière du déni » - Le déploiement de Frontex nuit au droit d'asile](#) (Frontexit)
 27/06/2014 [63 migrants morts en Méditerranée : l'armée française devra finalement s'expliquer](#) (conjoint)
 27/06/2014 [Aucun respect pour les droits de l'homme avec Frontex](#) (Frontexit)
 03/07/2014 [Non à la signature d'un accord franco-comorien contre la circulation des Comorien-ne-s](#) (conjoint)
 08/10/2014 [Mare Nostrum noyé dans Triton ?](#)
 10/10/2014 [« Mos Maiorum » : La traque aux migrants sans-papiers en Europe](#) (Frontexit)
 14/10/2014 [La face cachée des camps d'étranger-e-s](#) (Open Access Now)
 16/10/2014 [70 organisations espagnoles se joignent à Migreurop pour exiger la fin des refoulements illégaux et le respect des législations nationale, européenne et internationale](#) (Espagne)
 23/10/2014 [L'amendement présenté par le groupe parlementaire du Parti Populaire pour réformer la loi espagnole sur les étrangers est contraire à la législation européenne](#) (Espagne)
 18/12/2014 [Open Access Now - Mobilisation 2014 prolongée](#) (Open Access Now)

b. Migreurop dans les medias

Les thématiques de travail de Migreurop, ainsi que ses activités et campagnes, sont de plus en plus relayées par les medias, à l'échelle européenne et au-delà. Plus de cent-cinquante articles ont été recensés en 2014 (pour la liste complète, voir l'annexe « Migreurop dans les medias »). Cette couverture médiatique, large et diversifiée, illustre le rôle de référent qu'a acquis le réseau dans le décryptage, la diffusion d'informations et la dénonciation des politiques migratoires européennes et de leurs conséquences néfastes vis-à-vis des personnes qui les subissent.

Cette présence dans les medias concerne majoritairement la presse écrite et en ligne – nationale comme locale ([La Marseillaise](#), [Maritima](#) ...) –, mais également les medias audio-visuels, avec plus de vingt émissions et/ou reportages concernant les activités de Migreurop dans l'année : [RCF radio](#), [Arte](#), [RFI](#) ou encore la radio [Fréquence Paris Plurielle](#), qui prévoit chaque mois une émission en partenariat avec Migreurop et le Réseau Education Sans Frontières (RESF).

La couverture médiatique s'étend à l'international : plus d'une dizaine d'articles recensés en 2014 dépassent les frontières de l'UE, du [Liban](#) à [l'Australie](#), en passant par le [Bangladesh](#).

De nombreux medias ont tout particulièrement relayé les activités propres à chacune des campagnes menées par Migreurop en 2014, notamment *Frontexit* : « [La dissuasion par la noyade : l'Europe forteresse et ses cimetières marins](#) » dans « *Les Possibles* », la revue éditée par ATTAC, « [Le mandat de Frontex est contraire au respect des droits fondamentaux](#) » sur *Alteréchos*, ou encore « [Naufrages en Méditerranée : une année pour rien](#) » sur *Slate*. D'autres articles concernent les activités liées à la campagne *Open Access Now*, comme l'article « [De l'Europe forteresse à l'Europe carcérale](#) » dans *L'Humanité*, mais aussi « [Interior esconde las vergüenzas del CIE de Algeciras](#) » dans *El Diario* et « [Urtasun dice que el CIE no cumple los requisitos mínimos de derechos humanos](#) » dans *La Vanguardia*.

c. Sites, réseaux sociaux, listes de diffusion

Pour faciliter l'échange d'informations et la diffusion de ses analyses et constats, le réseau Migreurop s'est doté de plusieurs outils numériques : quatre sites internet, trois comptes facebook et un compte twitter, ainsi que cinq listes de diffusion ouvertes.

> Les sites internet

- Le site du réseau Migreurop : www.migreurop.org [FR, EN, ES, IT]
- Le site de la campagne *Frontexit* : www.frontexit.org [FR, EN]

- Le site de la campagne *Open Access Now* : <http://closethecamps.org/open-access-now/> [FR, EN, IT]
- Le site de la cartographie dynamique de l'enfermement des étrangers : www.closethecamps.org [FR, EN, ES]

> Les réseaux sociaux

- Facebook: Migreurop (3 838 *fans*) | Frontexit (2 224 *fans*) | Open Access Now (1 076 *fans*)
- Twitter: Migreurop (3 486 *followers*)

> Les listes de diffusion

- migreurop@rezo.net – liste de diffusion dite « générale » sur l'ensemble des thématiques de travail de Migreurop (1 258 abonnés)
- migreurop-enfermement@rezo.net – sur l'enfermement des étrangers (147 abonnés)
- migreurop-frontex@rezo.net – sur l'Agence Frontex (238 abonnés)
- migreurop-read@rezo.net – sur les accords de réadmissions et autres formes de renvois (ex. « retours volontaires ») (165 abonnés)
- migreurop-est@rezo.net – sur les dynamiques migratoires à l'est de l'Europe (53 abonnés)

V – MIGREUROP : AMPLIFICATEUR DE PROJETS CULTURELS

a. L'exposition « Moving Beyond Borders »

Ce projet – coordonné par Sara Prestianni et Olivier Clochard, membres individuels du réseau et présenté lors de la dernière Assemblée Générale – est né du croisement de plusieurs domaines d'actions au sein de Migreurop, et des créations cartographiques et photographiques qui y sont liés. Il correspond à une volonté d'apporter aux publics non spécialistes des éléments de compréhension sur les nombreux « drames de la migration » dont les médias se font régulièrement l'écho de façon partielle, voire partielle.

Si en 2013 la rencontre avec le collectif « [Etrange Miroir](#) », engagé dans la conception de projets liant la pratique artistique à une réflexion sociale et citoyenne, a marqué le lancement de l'action, l'année 2014 a été consacrée à la mise en place de deux premières versions de l'exposition.

Suite à la conférence « [Atlas des migrations à la lumière des cartes](#) », co-organisée par Migrinter, Migreurop et la mairie de Niort le 18 décembre 2013, une première édition de l'exposition – composée de 10 cartes et 10 photographies – a été présentée du 26 au 29 juin 2014 dans le cadre du festival [Téciverdi](#), consacrée en 2014 à la migration. « Etrange Miroir » s'est associé à cette initiative en présentant, le 26 juin, son ciné-concert documentaire « [Mother Border](#) ».

Une [deuxième version](#) a été réalisée, en partenariat avec La Cimade, dans le cadre de l'édition 2014 du Festival [Migrant'Scène](#) et exposée du 17 au 23 novembre 2014 à la Maison de quartier des Touleuses de Cergy-Pontoise en région parisienne. Cette version, composée aussi de 10 cartes et 10 photos, a utilisé une partie des œuvres réalisées/sélectionnées pour l'étape Niortaise, et de nouveaux supports. Et elle a également été enrichie par des textes, ainsi que par un habillage graphique professionnel sous forme de 18 panneaux.

Ces premières étapes ont permis de « tester » cet outil auprès de différents publics (membres associatifs, enseignants, scolaires, étudiants, chercheurs et professeurs, élus locaux) et faire avancer la réflexion autour de la version finale de l'exposition : choix des supports (cartes et photographies), harmonisation des éléments, évolution des cartes notamment en termes de lisibilité des informations, articulation de l'exposition en modules thématiques et complémentaires. Cette phase a également mis en évidence le fait que – pour que l'exposition soit accessible et attractive et puisse constituer un outil de partage d'une expertise réellement efficace auprès du large public – il est essentiel d'avoir recours à des professionnels pour la conception de la scénographie de l'exposition et la réalisation concrète des pièces qui la composent.

Ainsi, un partenariat avec le collectif « Etrange Miroir » a été formalisé, en novembre 2014. Outre la conception de la scénographie et la réalisation des pièces, ce partenaire est en charge de la réalisation des paysages sonores, de la conception des dispositifs (qui seront déclenchés de manière interactive à

l'approche des modules lors de la manipulation des cartes) et de leur construction.

L'exposition « Moving Beyond Borders » sera inaugurée dans sa version finale, le 12 juin 2015 à Bruxelles. Puis, elle a vocation à être itinérante dans un cadre international et elle sera à la disposition des membres du réseau, mais aussi des écoles, universités, institutions, associations ou collectivités territoriales. A cette fin, elle sera traduite en plusieurs langues (français, anglais, italien, espagnol, arabe) et conçue de manière à pouvoir être transportable et (dé)montée facilement.

b. Les films et les documentaires soutenus par Migreurop

Depuis plusieurs années Migreurop est régulièrement sollicité pour participer à des projets de films et de documentaires, en accompagnant en amont les réalisateurs, par le partage de son expertise et de son réseau de contacts. Il s'agit également, le plus souvent, d'apporter notre soutien politique à des œuvres qui abordent nos thématiques de travail et véhiculent des informations précises et des messages cohérents avec les analyses et les revendications de Migreurop.

Deux documentaires ont été soutenus par le réseau en 2014 :

> « [The Land Between](#) », David Fedele, 2014, Australie, 78'

Ce film documentaire offre un aperçu intime sur la vie cachée des migrants d'Afrique subsaharienne vivant dans les montagnes de Gourougou, au Nord du Maroc. Pour la plupart, le rêve est d'entrer en Europe en sautant la barrière militarisée qui entoure Melilla, une enclave espagnole sur le continent africain. « The Land Between » documente la vie quotidienne de ces migrants pris au piège et coincés dans ce que l'on peut qualifier de limbe. Le film montre aussi l'extrême violence et les mauvais traitements que les exilés subissent constamment à la fois par les autorités marocaines et espagnoles. Il explore également de nombreuses questions universelles, y compris comment et pourquoi des personnes sont prêtes à tout risquer, y compris leur vie, pour quitter leur pays, leur famille et leurs amis, à la recherche d'une vie meilleure.

Le film, qui a gagné, entre autres, l'édition 2014 du « [Lampedusa InFestival](#) », est désormais [disponible en ligne](#) en anglais, français, espagnol, italien, allemand et grec.

> « [L'Aventure](#) », Gregory Lasalle, 2013 (France), 63'

En 2011, comme des dizaines de milliers de migrants, Loss, Madess et Moussa arrivent en Europe par la Turquie. Obligés par la législation européenne à demeurer en Grèce, ils ne veulent qu'une seule chose : partir. Dès lors, gagner l'argent nécessaire au départ est une obsession et tous les moyens sont bons.

Le film « L'aventure » suit le quotidien de ces trois Ivoiriens à Athènes – leur sentiment d'enfermement, le basculement dans l'illégalité, les tentatives de départ – et explore ce qui se joue individuellement et collectivement lors de la migration : les relations aux autres communautés de migrants, l'amitié, la trahison, la solidarité, les mafias, la violence.

Un [livre](#), « L'Aventure. Les migrants africains sur la route de l'Europe », publié en novembre 2014 (éd. Non Lieu) est venu compléter et préciser le film. Migreurop en a rédigé la préface.

c. L'utilisation des cartes de Migreurop dans des contextes artistiques

Depuis sa création en 2003, Migreurop réalise et actualise une carte des lieux d'enfermement des étrangers en Europe et au-delà, dont l'objectif est de décrire et dénoncer la banalisation de la mise à l'écart des migrants. Les deux éditions de *l'Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires*, parues en 2009 et 2012, ont permis de structurer ce travail cartographique au sein du réseau. Suite à ces différentes diffusions, des cartes sont régulièrement utilisées comme instruments pédagogiques, mais aussi dans le cadre d'expositions d'artistes. Ci-dessous, quelques exemples de ces diverses utilisations qui soulignent l'intérêt croissant de la cartographie dans la compréhension des politiques migratoires européennes et de leurs effets sur les parcours des personnes recherchant de meilleures conditions d'existence.

> « **Post Frontier** » : installation, dans le cadre de la Biennale d'architecture de Venise (Italie), 7 juin - 23 novembre 2014, 228 000 visiteurs. L'installation fait partie d'un projet de recherche visant à analyser la complexité de l'actuelle frontière européenne dans ces aspects géographiques, politiques, sociaux et architecturaux avec un focus sur l'Italie et la frontière méditerranéenne.

Elle se compose de différentes maquettes représentant des lieux clés de la gestion de la frontière (siège de Frontex, préfecture sicilienne, poste de frontière entre Bulgarie et Turquie) et d'un montage sonore avec des bruits de frontière (aéroports, camps) et compare un point de vue institutionnel (vidéo-interview de Frontex) avec celui de photographes travaillant sur le terrain à diverses frontières (via leurs photos). Des éléments de la version anglaise de l'Atlas, ouvrage de référence, ont été utilisés dans le cadre de cette exposition.

Pour plus d'informations: [communiqué de presse](#), informations sur [Monditalia](#) (la section de la Biennale de Venise dans le cadre de laquelle l'installation était exposée, [interview](#) des deux auteurs, [audio](#) de l'installation (montage sonore de bruits de frontières), [interview](#) de la responsable presse de Frontex, [photos](#) de l'installation.

> « **Secession : deconstructing borders for a migrant Europe** » : exposition à l'institut français de Berlin (Allemagne), 16 septembre – 10 octobre 2014. Ce projet, porté par la Société Européenne des Auteurs, la *Allianz Kulturstiftung* et le *Literaturfestival Berlin*, part du constat que l'Europe institutionnelle – l'Union européenne – a trahi trop d'idéaux et qu'il est, donc, primordial que des artistes, des écrivains, des intellectuels se saisissent de l'objet et du projet « Europe » pour lui redonner un sens, en marge et en rupture avec le projet institutionnel. Dans cet esprit, cette exposition rassemble treize artistes et chercheurs invités à réinventer la carte de l'Europe, se ressaisir de l'espace européen, le reconfigurer, le questionner.

Migreurop a contribué avec sa « carte des camps d'étrangers », ainsi présentée par les organisateurs dans le catalogue de l'exposition :

« La réalité est une partie infime de la grande carte de l'imagination », disait Jorge Luis Borges. Dans l'exposition SECESSION, « la Carte des camps de rétention en Europe » réalisée par Migreurop (Observatoire des frontières) est cette part infime de réalité qui détermine et scelle le triste imaginaire européen au début du XXI^e siècle : une Europe obsédée par ses limites, où prolifèrent des centres d'enfermement. « This is what democracy looks like », pourrait-on dire en reprenant le slogan des manifestations de 1998, à Seattle, qui avaient marqué la reconstitution d'un espace de luttes après le chant consensuel de la « Fin de l'Histoire ». [...] Aujourd'hui, le site [closethecamps.org](#) (une initiative de Migreurop) recense 393 camps de rétention dans et à l'extérieur de l'espace Schengen. Ils sont les témoins, non pas d'une « politique d'immigration », mais d'une longue phase de reconstruction identitaire et d'enclosure – « reconstructionnisme ». Lire la « Carte des camps », c'est avoir face à soi le territoire de l'enfermement. Voir cette carte, au XXI^e siècle, c'est appréhender l'espace européen non comme espace de paix, mais comme terre de violences.

Parmi les autres artistes/chercheurs, Philippe Rekacewicz (cartes « L'Europe se fond dans l'Asie » et « Mourir aux frontières de l'Europe »), Charles Heller et Lorenzo Pezzani (carte « Liquid traces », sur la dérive du « bateau cercueil »).

Pour plus d'infos, voir le [catalogue](#) de l'exposition.

Les cartes de Migreurop ont été reprises dans de nombreuses autres expositions, comme « [Regarder le monde autrement](#) », dans le cadre de la Semaine de la Solidarité internationale à La-Roche-sur-Yon (France) du 15 au 23 novembre 2014.

VI – LA VIE DU RESEAU

a. Les instances

La gouvernance du réseau Migreurop repose pour une large part sur la composition, les missions et le fonctionnement du **Conseil d'administration** (CA), considéré comme le moteur de l'association. Le CA est

en charge des décisions stratégiques, qui dépassent la gestion quotidienne de l'association (investissements, décisions thématiques, positionnements politiques, suivi des ressources humaines, etc.), ainsi que de la définition et du suivi de la gestion comptable et financière de l'association et des questions juridiques qui peuvent se poser.

Depuis la dernière Assemblée Générale, en décembre 2013, le CA de Migreurop est composé de dix-huit membres, dont trois membres individuels (Lola Schulmann, Sara Prestianni et Olivier Clochard) et quinze associations: l'AMDH (Maroc), l'AMDH (Mauritanie), l'AME (Mali), l'ANAFE (France), l'ARACEM (Mali), l'Archi (Italie), l'Asgi (Italie), l'ATMF (France), Barbed Wire Britain (Royaume-Uni), le Ciré (Belgique), la Fasti (France), le Gisti (France), La Cimade (France), la LDH (Belgique), Sos Racismo (Espagne).

Les membres du CA se réunissent trois fois par an dans les pays où les associations membres sont présentes. Entre les réunions, les membres du CA échangent par e-mail sur une liste de Migreurop dédiée (migreurop-ca@rezo.net).

En 2014, les membres du CA ne se sont exceptionnellement réunis que deux fois, le 24 mai à Bruxelles (Belgique) et le 3 octobre à Lampedusa (Italie).

Le **Bureau** assure la gestion et la représentation politique entre deux réunions du CA. Les membres du Bureau sont en contact constant avec l'équipe salariée et se réunissent tous les deux mois (sur Paris / par vidéoconférence) afin d'échanger sur la mise en œuvre quotidienne des activités et répondre aux besoins urgents du réseau. En parallèle, les membres du Bureau échangent par e-mail sur une liste Migreurop dédiée (migreurop-bureau@rezo.net).

Le bureau est composé du Président, Olivier Clochard, membre individuel, et de cinq représentants associatifs : Claire Rodier, Gisti (France), Vice-présidente ; Saïd Tbel, AMDH (Maroc), Trésorier ; Filippo Miraglia, Archi (Italie) ; Emmanuelle Delplace, LDH Belgique ; Francis Lecomte, Fasti (France).

En 2014, les membres du bureau se sont réunis six fois : 22 janvier, 7 mars, 11 avril, 3 juillet, 10 septembre, 19 novembre.

b. L'équipe

La **coordination** du réseau est assurée par une équipe de trois salariées : Elisabeth Baudin – coordinatrice administrative et financière, à mi-temps (arrivée en mars 2013), Alessandra Capodanno (arrivée en septembre 2012) et Eva Ottavy, coordinatrices opérationnelles. Arrivée en janvier 2009, Eva a quitté le poste de coordination en décembre 2014 et il est prévu qu'elle sera remplacée, dès le mois de février 2015, par Brigitte Espuche.

Le travail de coordination du réseau et des activités est soutenu par la présence de stagiaires. En 2014, Mylène Mattei et Christina Christidou ont intégré – en tant que stagiaires – l'équipe de Migreurop.

c. Les membres

Migreurop est actuellement composé de quarante-cinq associations et quarante-neuf membres individuels, basés dans dix-sept pays d'Afrique, du Moyen Orient, et d'Europe ainsi que de deux membres observateurs : l'Association Européenne des Droits de l'Homme (AEDH) et le Secours Catholique (France). Si quatre nouveaux membres individuels ont rejoint le réseau en 2014, aucune nouvelle adhésion associative n'a eu lieu cette année.

Ci-dessous, la liste complète des membres associatifs du réseau, par pays :

ALLEMAGNE Border Monitoring Europe

BELGIQUE CIRE Coordination et initiatives pour et avec les réfugiés et étrangers | CNCD 11.11.11 Centre national de coopération au développement | LDH Ligue des droits de l'homme | SAD Syndicat des avocats pour la démocratie

CHYPRE KISA

EGYPTE EFR Egyptian Foundation for Refugee Rights

ESPAGNE Andalucia Acoge | APDHA Asociación pro derechos humanos de Andalucía | CEAR Comisión española de ayuda al refugiado | ELIN | Federacion SOS racismo | ACSUR Las Segovias

FRANCE ACORT Assemblée citoyenne des originaires de Turquie | ACT UP | ANAFE Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers | ATMF Association des travailleurs maghrébins de France | La Cimade | FASTI Fédération des Associations de Solidarité avec Toutes et tous les Immigré-e-s | FPCR Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives | GAS Groupe accueil et solidarité | GISTI Groupe d'information et de soutien des immigrés | IPAM Initiatives pour un autre monde | JRS France Jesuit Refugee Service | MRAP Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

ITALIE ARCI Associazione ricreativa culturale italiana | ASGI Associazione studi giuridici sull'immigrazione | Melting Pot | NAGA Associazione volontaria di assistenza socio-sanitaria e per i diritti di stranieri e nomadi

LIBAN Frontiers

MALI AME Association malienne des expulsés | ARACEM Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali

MAROC ABCDS-Oujda Association Beni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité | AMDH Association marocaine des droits humains | Chabaka | GADEM Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants | Pateras de la vida

MAURITANIE AMDH Association mauritanienne des droits de l'homme

PORTUGAL SOLIM Solidariedade Imigrante

ROYAUME UNI Statewatch | Barbed Wire Britain Network

SUISSE Solidarité sans frontières

TOGO Attac Togo

TUNISIE FTDES Forum Tunisiens des Droits Économiques et Sociaux

TURQUIE HCA/RASP Helsinki Citizen Assembly Refugee Advocacy Support Program

Membres observateurs: AEDH (Association Européenne pour la Défense des droits de l'Homme) | Secours Catholique (France)

d. Les finances

Tableau des produits	2013	2014
Fonds privés	175 610	169 169
Fondation de France	20 000	20 000
CCFD Terre Solidaire	30 000	30 000
FUMPT	12 000	15 000
Secours Catholique	20 000	30 000
Epim	85 165	72 169
Ciré	8 445	0
La Cimade	0	2 000
Fonds publics	25 000	24 000
Ile-de-France FRDVA	10 000	10 000
Ile-de-France Méditerranée	15 000	0
Ville de Niort	0	3 000
Marie de Paris	0	1 000
Réserve parlementaire	0	10 000
Autres	30 124	11 704
Cotisations	11 850	6 820
Ventes Atlas et droits d'auteurs	3 825	3 362
Dons	14 449	1 522
Total	230 734	204 873

e. Les soutiens



FONDATION
un
monde **par**
tous



ANNEXE 1

Les articles de Migreurop

« [Alle frontiere d'Europa, 16 mila vittime in vent'anni](#) », Claire Rodier, *Mare Monstrum, Il Manifesto* (Italie), 21/03/2014

« [Naufrage de Lampedusa](#) », Claire Rodier, *Multitudes n° 55* (France), printemps 2014

« [Franchir les dispositifs établis par Frontex. Coopérations policières transfrontalières et refoulements en mer Egée](#) », Olivier Clochard et Eva Ottavy, *Revue européenne des Migrations internationales* (France), juin 2014

« [Le business de la migration](#) », Claire Rodier, *Plein droit n°101* (France), juin 2014

« [Loin des frontières européennes, les premiers contrôles migratoires ...](#) », Sara Casella Colombeau et Louise Tassin, *Alterechos* (France), juin 2014

« [Une guerre qui ne dit pas son nom : la gestion militaro-sécuritaire des migrations](#) », Claire Rodier, in *Nouvelles guerres, L'État du Monde 2015, La Découverte* (France), septembre 2014

« [Mare Nostrum face à Mos Maiorum](#) » ?, Olivier Clochard, *L'Humanité* (France), 20/10/2014

« [Migreurop](#) », Claire Rodier, *Dictionnaire des acteurs de l'Europe*, éd. Larcier (France), décembre 2014

« [Faire sombrer Frontex](#) », Ciré et Fasti, *Plein droit n°103* (France), décembre 2014

Migreurop dans les médias

De nombreux médias – audio-visuels, presse écrite, d'Europe et d'ailleurs – sollicitent le réseau pour des articles concernant les thématiques de travail de Migreurop et en relayent l'activité de Migreurop.

« [L'Europe est-elle une forteresse pour les migrants ?](#) », *La Croix* (France), 17/01/2014

« ['Ceuta, douce prison' ou la désillusion des migrants](#) », *Les InRocks* (France), 29/01/2014

« [Het veiligheidscomplex](#) », TV Vpro Tegenlicht (Pays-Bas), 09/02/2014

« [La Suisse, l'Europe et l' 'immigration de masse'](#) », *blog Mediapart* (France), 24/02/2014

« [The Atlas of Migration in Europe: Review by Alison Gerard](#) », *Border Crossing Observatory* (Australie), 25/02/2014

« [Las bolas de goma tienen que ver con las muertas](#) », *El Mundo* (Espagne), 18/03/2014

« [Estamos en un sistema que organiza la impunidad para hechos como el de Ceuta](#) », *Diagonal Periodico* (Espagne), 19/03/2014

« [Más de 16.000 personas han muerto intentando superar las barreras europeas a la inmigración](#) », *Publico.es* (Espagne), 21/03/2014

« [Migreurop pide una nueva política migratoria](#) », *Europapress* (Espagne), 16/05/2014

« [L'Europe face à l'immigration : l'impasse bulgare](#) », *Le Magazine de la rédaction, France Culture* (France), 16/05/2014

« [Les États européens soutiennent une politique meurtrière en prônant le renforcement des contrôles aux frontières](#) », *L'Hebdo anticapitaliste* (France), 16/05/2014

« [Sans papiers, 150 personnes marchent de Strasbourg à Bruxelles](#) », *Rue89* (France), 17/05/2014

« [24 millones para detener a 53.000 personas](#) », *Diagonal Periodico* (Espagne), 09/07/2014

« [La situation des migrants clandestins en Europe](#) », *radio RCF* (France), 06/08/2014

« [A Calais, la politique contre les migrants](#) », *La Vie* (France), 08/08/2014

« [Calais, Lampedusa : que faire des migrants qui arrivent en Europe ?](#) », *28 minutes, ArteTV* (France-Allemagne), 18/09/2014

« [A year after Lampedusa: what has changed?](#) », *OpenDemocracy* (Royaume-Uni), 02/10/2014

« [Le XXIème siècle sera-t-il le siècle des réfugiés ?](#) », émission *Culture matin, France culture* (France) 21/10/2014

« [Migrants : sauver ou surveiller ?](#) », *Lien Social* (France), 17/11/2014

« [Migration, Fisheries, and the Supremacy of European Interests in Mauritania](#) », *Jadaliyya.com* (Liban), 19/11/2014

« [Histoire de Léonidas Théocharis](#) », Emission 3D, *France Inter* (France), 07/12/2014

Emissions mensuelles en partenariat avec le Réseau Education Sans Frontières (RESF) sur la radio parisienne Fréquence Paris Plurielles (FPP)

« [La charte de Lampedusa](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 05/02/2014

« [Les accords de réadmission](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 05/03/2014

« ['Dublin III' et les réformes du droit d'asile en Europe](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 02/04/2014

« [L'évaluation de la directive retour par la Commission européenne](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 07/05/2014

« [Frontex et la campagne Frontexit](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 04/06/2014

« [A Calais et en Méditerranée](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 11/09/2014

« [La campagne Open Access Now](#) », *RESF sur la radio Fréquence Paris Plurielles (FPP)* (France), 03/12/2014

Migreurop Espagne dans les médias

Les associations espagnoles du réseau Migreurop se sont tout particulièrement mobilisées sur la situation, les violences et les violations des droits aux abords des villes espagnoles de Ceuta et Melilla. Cette mobilisation – menée sous la bannière « Migreurop Espagne » - a été amplement relayée par la presse espagnole.

« Migreurop exige una comisión parlamentaria para investigar los sucesos de Ceuta », [Teinteresa.es](#) et [Kaosenlared](#), 07/02/2014

« [En Europa existe xenofobia institucional](#) », 21 la revista cristiana de hoy, 15/04/2014

« [Migreurop exige una solución europea al ‘drama’ de Ceuta y Melilla](#) », [Publico.es](#), 14/05/2014

« [Migreurop reclama a la UE medidas reales de inmigración legal](#) », [Europapress](#), 16/05/2014

« [Migreurop denuncia la ‘escalada de la guerra sucia’ contra los migrantes en Marruecos y en la valla de Melilla](#) », [Europapress.es](#), 18/08/2014

« [Migreurop lleva a Bruselas la situación de la frontera en Ceuta y Melilla](#) », [El Faro digital](#), 05/09/2014

« [Migreurop irá a la justicia para acabar con ‘prácticas represivas’ en la valla](#) », [El Faro digital](#), 13/09/2014

« [Los Gobiernos de España y Marruecos son la mayor mafia de traficantes de personas](#) », [elPeriódico](#), 13/09/2014

« [Imputado el jefe de la Guardia Civil de Melilla por las devoluciones en la frontera](#) », [El País](#), 15/09/2014

« [Las devoluciones que siempre han sido ilegales pero que ahora son investigadas](#) », [eldiario.es](#), 15/09/2014

« [Imputado el comandante en jefe de la Guardia Civil en Melilla por las ‘devoluciones en caliente’](#) », [Público](#), 15/09/2014

« [Imputado el jefe de la Guardia Civil en Melilla por las devoluciones de inmigrantes](#) », [La Vanguardia](#), 15/09/2014

« [El juez imputa al jefe de la Guardia Civil en Melilla por las ‘devoluciones en caliente’](#) », [Naiz.eus](#), 15/09/2014

« [Imputado por presunta prevaricación el jefe de la Guardia Civil de Melilla](#) », [ABC.es](#), 15/09/2014

« [Un juez imputa al jefe de la Guardia Civil de Melilla por las devoluciones en caliente](#) », [elPeriódico](#), 15/09/2014

« [Migreurop denuncia que la UE pretende una ‘caza al inmigrante irregular’](#) », [Europapress.es](#), 10/10/2014

« [Migreurop exige al Gobierno el fin de las devoluciones en caliente](#) », [Publico.es](#), 17/10/2017

« [Migreurop tacha de ‘fraude normativo’ la enmienda de Extranjería que pretende el PP](#) », [Europapress.es](#), 23/10/2014

« Migreurop plante en el Congreso una iniciativa para suspender el acuerdo de readmisión de migrantes con Marruecos », [Europapress.es](#) et [Telecinco.es](#), 26/11/2014

« [Fernández Díaz insiste en la 'plena legalidad' de los 'rechazos' en frontera](#) », [ElFaroDigital.es](#), 27/11/2014

« [Migreurop irá a la justicia para acabar con 'prácticas represivas' en la valla](#) », [ElFaroDigital.es](#), 07/12/2014

« [ONG y expertos defienden alternativas a la devolución en caliente y dicen que el debate no es sobre quitar las fronteras](#) », [Telecinco.es](#), 11/12/2014

Frontexit dans les médias

« Frontex, la machine qui traque les migrants », GQ magazine n°71, janvier 2014

« [Lampedusa : la face cachée de l'opération Mare Nostrum](#) », [Slate.fr](#) (France), 06/02/2014

« [La dissuasion par la noyade : l'Europe forteresse et ses cimetières marins](#) », *Les Possibles* (revue d'Attac France), 21/02/2014

« [Turkey : The EU's New Border Police](#) », *MintPressNews* (Etats-Unis), 05/03/2014

« [Frontex : l'amorce d'une immigration mortifère](#) », [LaMarseillaise.fr](#) (France), 03/04/2014

« [Frontex : l'Europe en guerre contre un ennemi qu'elle s'invente](#) », *Radio Dialogue* (France), émission avec La Cimade, 16/05/2014

« [Les migrants en marche pour la liberté](#) », *Arte* (France-Allemagne), 19/05/2014

« [Caroline Intrand, responsable des questions européennes au Ciré](#) », *RFI* (France), 23/05/2014

« [Le mandat de Frontex est contraire au respect des droits fondamentaux](#) », *Alteréchos* (Belgique), 23/05/2014

« [L'Europe met-elle à mal le droit d'asile ?](#) », [LaLibre.be](#) (Belgique), 23/05/2014

« [De Strasbourg à Bruxelles : une marche pour dénoncer la politique migratoire de l'UE](#) », [LaMeuse.be](#) (Belgique), 09/06/2014

« [La Caravane des migrants marche contre les politiques migratoires de l'UE](#) », [RTBF.be](#) (Belgique), 23/06/2014

« [Le déploiement de Frontex entre Grèce et Turquie nuit au droit d'asile](#) », *Nouvelles d'Arménie magazine* (France), 27/07/2014

« [Frontex between Greece and Turkey : the border of denial – the deployment of Frontex is impairing the right of asylum](#) », *Rights in exile* (International), 01/09/2014

« [New Operation Could Hide Major Shift in Europe's Immigration Control Policy](#) », *Inter Press Service News Agency* (Italie), 06/09/2014

« [L'organisation des passeurs de migrants](#) », *RTBF* (Belgique), 16/09/2014

« [Naufrages en Méditerranée : une année pour rien ?](#) », *Slate.fr* (France), 22/09/2014

« [Migration en Méditerranée : 'Départs pour une terre promise' ?](#) », *Dimanche* (Belgique), 28/09/2014

« [Immigration clandestine : le Triton européen prend la relève de l'Italie](#) », *RTBF* (Belgique), 4/10/2014

Retombées dans la presse du communiqué « [Opération Mos Maiorum : la traque aux migrants sans-papiers en Europe](#) » diffusé le 10 octobre dans le cadre de la campagne *Frontexit*

« [Immigration : lancement de l'opération anti sans-papiers controversée 'Mos Maiorum'](#) », *Euronews* (Europe), 13/10/2014

« [Immigration : l'UE lance l'opération Mos Maiorum contre les sans-papiers](#) », *20minutes.fr* (France), 13/10/2014

« [Europa macht Jagd auf illegale Einwanderer](#) », *N24* (Allemagne), 13/10/2014

« [Schengen sucht nach 'Illegalen'](#) », *Kleine Zeitung* (Autriche), 13/10/2014

« [Konzertierter Großeinsatz gegen illegale Einwanderer](#) », *Nachrichten* (Autriche), 13/10/2014

« [Coup de filet de l'UE contre les migrations irrégulières](#) », *Europolitics* (Belgique), 13/10/2014

« [Vaste opération européenne de contrôle de l'immigration clandestine](#) », *RTBF* (Belgique), 13/10/2014

« [Mos Maiorum : 14 jours de lutte contre l'immigration clandestine](#) », *RTBF.be* (Belgique), 14/10/2014

« [Frontexit : Opération 'Mos Maiorum' : La traque aux migrants sans-papiers en Europe](#) », *Relation-presse* (Maroc), 14/10/2014

« [Europe moves to track migrants without papers](#) », *The Daily Star* (Bangladesh), 14/10/2014

« [L'immigration illégale dans le collimateur de l'Europe](#) », *InfoCatho.be* (Belgique), 13/10/2014

« [Quelque 150 personnes pour dénoncer l'opération européenne Mos Maiorum](#) », *RTBF* (Belgique), 22/10/2014

« [Fin de Mos Maiorum, une opération policière très critiquée](#) », *RTBF* (Belgique), 27/10/2014

« [Frontex insan yaşamını hiçe sayıyor](#) », *Evrensel* (Turquie), 06/11/2014

« [Türkiye-Yunanistan sınırındaki kaçaklarla ilgili rapor](#) », *Bugün* (Turquie), 06/11/2014

« [Türkiye-Yunanistan Sınırdaki Kaçaklarla İlgili Rapor](#) », *Haberlersondakika* (Turquie), 06/11/2014

« [Frontex'ten hak ihlali](#) », *Birgün* (Turquie), 07/11/2014

« [La route des migrants](#) », *RTBF.be* (Belgique), 08/11/2014

« [Marie-Dominique Aguilon : 'Triton n'a pas vocation à sauver des vies'](#) », *Allô Bruxelles*, RFI (France), RFI (France), 16/11/2014

« [Chaîne humaine mercredi contre la politique migratoire de l'Europe](#) », *Rue89* (France), 25/11/2014

« [Frontex et l'externalisation des contrôles migratoires. L'exemple de la coopération avec les Etats africains](#) », *Vues d'Europe et d'ailleurs (site d'Echanges et partenariats)*, 26/11/2014

« [Chaîne pour les migrants](#) », *Dernières Nouvelles d'Alsace* (France), 27/11/2014

« [La politica migratoria europea viola los Derechos Humanos](#) », *Rebellion* (Espagne), 28/11/2014

« [Migration : il faut agir maintenant](#) », *EuroparlTV* (Europe), 23/12/2014

« [Faire sombrer Frontex](#) », *Plein droit* (n°103) (France), décembre 2014

« [Contrôle des frontières extérieures de l'UE : l'impasse](#) », *MicMag* (Belgique), décembre 2014

<p style="text-align: center;">Open Access Now dans les médias</p>

« [Marseille. Une députée visite le centre de détention](#) », *Maritima info* (France), 31/01/2014

« [Centre de rétention de Marseille : encore 'loin des standards', selon une députée européenne](#) », *Marseille ma ville* (France), 31/01/2014

« [Un site en-deçà des standards](#) », *20 minutes* (France), 12/02/2014

« [Comme un air de prison au centre de rétention de Marseille](#) », *RTL info* (Belgique), 20/02/2014

« [L'Europe face à l'immigration : l'impasse bulgare](#) », *France Culture* (France), 16/05/2014

« [Coups de crayon sur la rétention](#) », *Mediapart* (France), 27/06/2014

« [La sélection de la semaine : Mars !, Le livre des Cinq roues, C.R.A., Mon histoire, A.N.G.E. et Le bouquin du petit coin](#) », *NRblogs* (France), 23/08/2014

« [Une BD sur le centre de rétention](#) », *La dépêche du midi* (France), 28/08/2014

« [Ca pétille : CRA de Jean-François Meybeck](#) », *megafm* (France), 28/08/2014

« ['CRA' : exposition, signatures et débats](#) », *La Dépêche* (France), 02/09/2014

« [De L'Europe forteresse à l'Europe carcérale](#) », *L'Humanité.fr* (France), 10/10/2014

- « [L'atenció mèdica al CIE de la Zona Franca, insuficient segons les entitats](#) », *btv* (Espagne), 10/10/2014
- « [Urtasun denuncia que el CIE de la Zona Franca no compleix els requisits mínims de drets humans](#) », *Ara.cat* (Espagne), 10/10/2014
- « [Urtasun dice que el CIE no cumple los requisitos mínimos de derechos humanos](#) », *La Vanguardia* (Espagne), 10/10/2014
- « [La face cachée des camps d'étranger.e.s en Europe](#) », *Le 1 Magazine* (France), 22/10/2014
- « [Cie, troppo orrore nel centro per i migranti : vietate foto e riprese](#) », *Repubblica.it* (Italie), 13/11/2014
- « [Andalucia Acoge y APDHA visitan los CIEs de Algeciras y Tarifa y los tachan de « cárceles encubiertas »](#) », *Grupodiarioarea.es* (Espagne), 18/11/2014
- « [Interior esconde las vergüenzas del CIE de Algeciras](#) », *eldiario.es* (Espagne), 18/11/2014
- « [Allô ? Je suis bien au centre de rétention ?](#) », *L'Humanité.fr* (France), 18/11/2014
- « [Migreurop visita los centros de internamiento de extranjeros de Algeciras y Tarifa](#) », *Humania.tv* (Espagne), 19/11/2014
- « [Las historias cautivas de los CIE, al descubierto a través de un documental](#) », *eldiario.es* (Espagne), 12/12/2014
- « [Ponte Galeria : la 'Guantanamo' italiana](#) », *Repubblica.it* (Italie), 22/12/2014
- « [Ponte Galeria : aprite quella gabbia](#) », *Il Manifesto* (Italie), 22/12/2014

ANNEXE 2

Interventions au nom de *Migreurop*

Les membres du réseau ont organisé ou ont participé à de nombreuses initiatives, notamment associatives, touchant les thématiques de travail du réseau.

« La politique européenne en matière d'immigration ; situation actuelle et perspectives », rencontre-débat, ASECA, Amiens (France), 01/02/2014

« Seminar on the deportation regime in migration politics in Norway », Festival du film documentaire *Human Rights Human Wrong*, Oslo (Norvège), 07/02/2014

« [Les nouveaux migrants à l'épreuve des frontières](#) », rencontre-débat, Institut du Monde Arabe, Paris (France), 13/02/2014

« [Les politiques migratoires européennes : Pourquoi une Europe forteresse ?](#) », Antony (France), 07/03/2014

« [Mesa redonda. Crecen los muros, pero otra política de inmigración europea es posible](#) », Madrid (Espagne), 17/03/2014

« [Migrations Europe Méditerranée, une autre politique est possible](#) », Lyon (France), 22/03/2014

«The EU framework on borders and the role for independent border monitors », Luxembourg, 02/04/2014

« [Méditerranée : espace de mobilités et de turbulences](#) », Marseille (France), 04/04/2014

« [La Convention de Genève cherche protection](#) », Lille (France), 05/04/2014

« L'Europe forteresse », conférence-débat, Caen (France), 15/05/2014

« L'Aventure », projection-débat, EHESS Paris (France), 22/05/2014

« [Europe: integration or disintegration? Well being and prosperity or social insecurity? Factors of peace and democracy?](#) », Forum Social Paix et Justice Sociale, Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), 08/06/2014

« [La Nuit des Idées](#) », table ronde, Mucem, Marseille (France), 27/06/2014

Colloque international « Un paysage global de camps », Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales / Cité de l'Architecture et du Patrimoine, Paris (France), 22-24/10/2014

Formation organisée par Migreurop dans le cadre du Master « Migrations et Relations interethniques » (MIRI) de l'Université Paris Diderot (France), 20/11/2014

« Les politiques migratoires européennes : entre mythes et réalités », exposition, film et débat dans le cadre du Festival Migrant'Scène, Paris (France), 17/11/2014

« [Penser l'immigration autrement pour en parler différemment](#) », Paris (France), 09/12/2014

Interventions au nom de Frontexit

Les membres de la campagne Frontexit ont organisé ou ont participé à de nombreuses initiatives, notamment associatives, au sujet des contrôles aux frontières européennes. Ces organisations ont également animé des formations adressées à des militants associatifs.

« L'Europe, une forteresse », dans le cadre de la Semaine de l'Europe, Centre scolaire de Berlaymont (Belgique), 03/01/2014

« [Les secrets de la forteresse Europe](#) », projection-débat, Strasbourg (France), 18/01/2014

« [Frontex : compatible avec le respect des droits fondamentaux ?](#) », Forum Social local du Morbihan (France), 25/01/2014

« [10 heures contre le racisme et pour l'égalité des droits](#) », Petit-Quevilly (France), 15/02/2014

« [Journée OXFAMNESTY](#) », Bruxelles (Belgique), 19/02/2014

« [L'Europe : en guerre contre un ennemi qu'elle s'invente ?](#) », Bruxelles (Belgique), 20/02/2014

« [30 propositions pour l'Egalité des droits et contre le racisme](#) », Paris (France), 02/03/2014

« [L'immigration en Belgique : quelles \(pro\)positions pour la prochaine législature ?](#) », Arlon (Belgique), 20/03/2014

« [Frontex : l'Europe en guerre contre un ennemi qu'elle s'invente](#) », Château-Arnoux Saint-Auban (France), 06/05/2014

« [A contre-courant](#) », projection du film, Marseille (France), 12/05/2014

« A contre-courant », projection du film, Dijon (France), 23/06/2014

« [Semaine d'émancipation](#) », Cléon d'Andran (France), 09/07/2014

« La forteresse Europe », Université d'été européenne des mouvements sociaux, Paris (France), 20/08/2014

« Frontex, bras armé de la guerre aux migrant.e.s », intervention sur Frontexit dans le cadre d'un débat organisé par l'association Survie (France) dans le cadre de la Fête de l'Humanité, 14/09/2014

[Intervention sur Frontexit](#), dans le cadre des 60 ans du Ciré, Bruxelles (Belgique), 26/09/2014

Festival des cultures méditerranéennes « Sabir », Lampedusa (Italie), 01-05/10/2014

Conférence débat, Bordeaux (France), 04/11/2014

Exposition Frontexit, MJC de Fécamp (France), 15-22/11/2014

Conférence de presse, Parlement européen, Strasbourg (France), 26/11/2014

« L'Aventure », projection du film, Paris (France), 17/11/2014

« [Frontex, bras armé de l'Europe contre un ennemi qui n'en est pas un](#) », Gap (France), 18/11/2014

« A contre-courant », projection du film et débat, Festival Migrant'scène Lille (France), 18/11/2014

« A contre-courant », projection du film, Fécamp (France), 20/11/2014

« Ceuta, douce prison », projection du film, Bolbec (France), 20/11/2014

« Les secrets de la forteresse Europe », projection du film, Tours (France), 20/11/2014

« Pour une autre politique migratoire », chaîne humaine devant le Parlement européen organisée par un collectif d'associations, Strasbourg (France), 26/11/2014

« Les secrets de la forteresse Europe », projections du film, *festival Migrant'scène*, Alençon (France), 25/11/2014 et Soissons (France), 27/11/2014

« A contre-courant », projection du film, *Festival Migrant'scène*, Mazamet (France), 28/11/2014

Interventions sur Frontex et les politiques européennes migratoires, Clôture du festival Migrant'scène, Toulouse (France), 28/11/2014

Forum Social Mondial Migrations (FSMM), Johannesburg (Afrique du Sud), 05-08/12/2014

Séminaire international « Pensez la liberté de circulation », Parlement européen (Bruxelles), 11-12/12/2014

Les formations organisées/animées par les membres de *Frontexit*

- Formation/Table-ronde, organisée par la Fasti à Valence (France), 24/01/2014
- Formation organisée par La Cimade pour ses militants locaux à Paris (France), 14/02/2014
- Formation organisée par le Ciré et le PLN (Belgique) à des avocats du barreau de Bruxelles, 11/03/2014
- Formation effectuée par le Ciré sur l'invitation de la COLUXAM (Coordination Asile Migration Luxembourgeoise) au Luxembourg belge (Belgique), 20/03/2014
- Formation organisée par La Cimade auprès d'activistes du RESF à Manosque (France), 28/03/2014
- Formation organisée par la Fasti aux membres de l'ASTI Romans (France), 03/06/2014
- Formation organisée par le CNCD 11.11.11 auprès du Centre Polyculturel Résistances de Liège (Belgique), 13/06/2014
- « [Frontex : une agence aux frontières du droit](#) », Formation organisée par La Cimade, la Fasti et le CNCD 11.11.11 dans le cadre de l'Université d'été de la Solidarité internationale à Rennes (France), 04/07/2014
- Formation/débat organisée par l'ASTI de Valence dans le cadre de la « Semaine d'Emancipation » à Cléon d'Andran (France), 17/07/2014
- Atelier « forteresse Europe » organisé par la Fasti et un membre individuel de Migreurop dans le cadre des universités européennes d'ATTAC à Paris (France), 20/08/2014
- Formation organisée par La Cimade pour ses militants locaux à Toulouse (France), 19/09/2014
- Formation organisée par le Ciré et le CNCD 11.11.11 avec le soutien de la PASCs sur la coopération de Frontex avec les Etats africains, dans le cadre du Forum Social Africain à Dakar (Sénégal), 20/10/2014
- Formation organisée par le REMDH et Migreurop à Tunis (Tunisie), 30/10-02/11/2014
- Formation organisée par le PLN et le Ciré à des avocats de l'association du barreau de Bruxelles du comité migration à Bruxelles (Belgique), 03/11/2014
- Formation organisée par le REMDH à Hammamet (Tunisie), 13/11/2014
- Formation organisée par le REMDH aux étudiants de l'AESAT (Tunisie), 15/12/2014

- Formation/Sensibilisation organisée par la Fasti auprès de la Fédération Syndicale Unitaire, Paris (France) 15/12/2014

Interventions au nom d'*Open Access Now*

Les membres de la campagne Open Access Now ont organisé ou participé à de nombreuses initiatives, notamment associatives, au sujet de l'enfermement des migrant.e.s.

« Point de non-retour. La situation des migrants « non éloignables » en France et en Europe », Paris (France), 21/01/2014

« La campagne Open Access », intervention Master MICP, Migrinter, Poitiers (France), 19/02/2014

« [EU 013, L'Ultima Frontiera](#) », projection du film, *Festival international du film des droits de l'homme de Paris* (France), 12/03/2014

« IDC Europe regional workshop on alternatives to detention », Bruxelles (Belgique), 27-28/03/2014

« [Contre les murs](#) », projection du film, Cornebarrieu (France), 05/04/2014

« [Souffrances et violences dans les lieux d'enfermement des étrangers](#) », Paris (France) 07/04/2014

« [Rétention des migrants en Europe : où en est-on ?](#) », Open Access Now, Parlement européen, Bruxelles (Belgique), 15/10/2014

Manifestation « [No more detention !](#) », *Campaign to Close Campsfield* (Royaume-Uni), Oxford (Royaume-Uni), 29-30/11/2014

« [Peintures sur la migration](#) », Palaiseau (France), 05/12/2014

« [La face cachée de l'enfermement des étrangers](#) », réunion publique OA/OEE, Paris (France), 08/12/2014